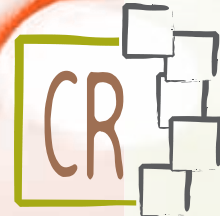


# RAPPORT ANNUEL 2013-2014



CONFÉRENCE  
RÉGIONALE  
DES ÉLUS  
DE L'ABITIBI-  
TÉMISCAMINGUE

# TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DU PRÉSIDENT	1
POUR RÉPONDRE À NOTRE MISSION	2
LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	3
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
LE PERSONNEL	6

## LE BILAN 2013-2014 AU REGARD DU PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2007-2011 7

UNE RÉGION ACCUEILLANTE, ANIMÉE PAR UNE DIVERSITÉ DE CULTURES ET DE TALENTS	8	UNE RÉGION CURIEUSE, AXÉE SUR LE SAVOIR ET OUVERTE SUR LE MONDE	24	UNE RÉGION AUTONOME, MAÎTRESSE DE SON DESTIN ET DE SON DÉVELOPPEMENT	46
L'appartenance et l'image du territoire	8	L'éducation et la formation	24	La régionalisation des services gouvernementaux	46
Les immigrantes et les immigrants, les nouvelles arrivantes et les nouveaux arrivants	10	Le développement de la main-d'œuvre	26	Les communications	46
Les arts et la culture	11	Les technologies de l'information et des communications	28	La passion du développement	47
L'information et les communications	12	L'internationalisation	28	Le Fonds de développement régional	48
		L'innovation, la recherche et le développement	29	Les états consolidés des résultats	C3
UNE RÉGION OÙ DEUX PEUPLES COHABITENT DANS LE PARTAGE ET LE RESPECT DU TERRITOIRE	13	UNE RÉGION Saine ET RESPONSABLE, SOUCIEUSE DE SON MILIEU NATUREL	30		
Les Autochtones : Mamawi Mikomowitan, travailler ensemble	13	La protection et l'amélioration de l'environnement naturel	30		
UNE RÉGION SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE, À L'ÉCOUTE DES BESOINS DE SES CITOYENNES ET CITOYENS	14	UNE RÉGION PROSPÈRE, UNE ÉCONOMIE BASÉE SUR LA MATIÈRE GRISE	31		
L'appauvrissement et l'exclusion sociale	14	L'entrepreneuriat	31		
Les personnes âgées	15	Le soutien et le développement de l'emploi	32		
Les femmes	16	La maximisation des retombées économiques	32		
La famille	17	Les alliances stratégiques	33		
Les personnes handicapées	17	La stratégie de soutien à la commercialisation	33		
La jeunesse	18	Le tourisme	34		
La santé et le développement des communautés	20	Le réseau routier	35		
L'économie sociale	21	La desserte aérienne régionale	35		
Le transport collectif	22	Le transport ferroviaire	35		
La ruralité	23	Les usages multiples du territoire	36		
Le loisir et le sport	23	Les ressources hydriques souterraines	37		
		Les ressources forestières	38		
		L'agroalimentaire	41		
		Les ressources fauniques	43		
		Les ressources minières	44		

## LE MOT DU PRÉSIDENT

Bonjour,

L'année 2013-2014 a été marquée par plusieurs transitions majeures. Tout d'abord, des changements sont survenus au sein du conseil d'administration et à la présidence de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue. En raison des élections municipales, de nouveaux membres du conseil d'administration en ont remplacé d'autres, les maires et préfets étant ciblés par la Loi du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). Aussi, dans le contexte où mon prédécesseur, M. Ulrick Chérubin, avait annoncé son intention de se retirer, j'ai accepté de revenir à la présidence. Ma principale motivation provient du désir de consolider et de renforcer d'importants pans du travail collectif réalisé depuis de si nombreuses années, malgré les compressions budgétaires qui nous ont été imposées par le gouvernement du Québec. Je dois souligner l'implication, la disponibilité et l'excellent travail de M. Chérubin au cours de sa présidence.

Ces compressions ont un impact direct sur la capacité de la région à se développer sous toutes ses facettes. Cela nous a contraints à remettre en cause des partenariats solidement établis au fil du temps. Nous avons fait des choix difficiles, mais incontournables. Nous avons dû ajuster nos actions selon les budgets disponibles à travers le Fonds de développement régional (FDR) et le Programme de développement régional et forestier (PDRF), cela au moment même où le soutien au développement apparaît toujours aussi crucial.

Cela a causé bien des incertitudes et des frustrations. Je crois fermement que les réflexions et les discussions qui ont eu cours nous ont poussés vers des solutions de moindre mal, mais civilisées. Je tiens à remercier les membres du personnel pour leur appui dans ces réflexions difficiles. Je remercie aussi les administrateurs et administratrices, notamment les personnes nouvellement en poste, pour les décisions courageuses qui ont été prises, ceci dans une période de fébrilité préélectorale pour le Québec.

D'un côté plus positif, l'année a aussi été marquée par l'appel à la mobilisation quant aux enjeux du développement régional dans le cadre des démarches d'élaboration du *Plan quinquennal de développement (PQD) de l'Abitibi-Témiscamingue 2014-2019*. Nos efforts se sont concentrés afin qu'émerge une solidarité parmi les actrices et les acteurs qui seront appelés à s'attaquer à sa mise en œuvre. Cette solidarité nous semble tangible et l'effervescence de la rencontre régionale du 18 mars 2014 est encore perceptible.

J'ajouterais en terminant que nous avons travaillé ardemment au déploiement de nos canaux de communication avec les autres conférences régionales du Québec et à notre réseautage dans le contexte du questionnement des budgets et de la raison d'être de nos organisations.

Forts d'un conseil d'administration renouvelé, de priorités de développement partagées, d'une mobilisation régionale élargie, nous sommes prêts à avancer et à faire front commun au profit de la population de l'Abitibi-Témiscamingue.

Jean-Maurice Matte



## POUR RÉPONDRE À NOTRE MISSION



En conformité avec la Loi sur le MAMROT, la Conférence régionale agit comme interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional pour le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. À ce titre, elle anime, consulte et concerte ses partenaires afin de dégager une vision commune ou de provoquer la réflexion et les discussions sur divers thèmes. Elle coordonne également l'élaboration et la mise en œuvre du plan quinquennal de développement régional (PQD).

Outre son rôle de vigie, de promotion et de défense des intérêts de l'Abitibi-Témiscamingue, la Conférence régionale communique avec certains ministres et ministères par l'entremise de correspondances, d'avis et de mémoires. Elle négocie des ententes permettant de régionaliser certaines actions gouvernementales ainsi que différentes ententes administratives, au bénéfice de l'Abitibi-Témiscamingue. Enfin, la Conférence régionale gère des sommes qui lui sont confiées par le gouvernement du Québec et d'autres partenaires, et les distribue sous forme de subventions aux organismes et municipalités dont les projets sont retenus. Retenons que notre territoire d'action est très vaste et comprend cinq territoires de MRC cumulant une superficie totale de 64 663 km<sup>2</sup>. Au total, environ 148 000 personnes y résident.

# LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Bonjour,

En réfléchissant à l'année 2013-2014, je la résumerai ainsi : garder le cap, malgré les turbulences, et continuer à avancer.

Le premier élément qui me vient en tête se rattache au soutien, au suivi et à la reddition de comptes pour les quelque 150 ententes que nous avons avec des ministères, des MRC et municipalités, des organismes de développement, des organismes à but non lucratif, des promoteurs et promotrices ainsi que des mandataires. Bien des gens ne sont pas au fait des actions que nous réalisons. Les activités de concertation nous amènent à cibler des besoins et des enjeux auxquels il faut s'attaquer. Impossible de le faire à nous seuls, l'établissement de partenariats devient alors notre principal outil. Ces partenariats se basent souvent sur des fonds et des enveloppes dont la gestion est confiée à la Conférence régionale. Si les prises de position publiques et les revendications auprès du gouvernement sont très visibles, le soutien aux acteurs et actrices du développement passe souvent inaperçu, parfois même auprès de ceux et celles qui en bénéficient. La gestion des ententes constitue donc une part majeure du travail de l'ensemble de l'équipe de la Conférence régionale et concrétise différentes actions de développement régional. C'est pourquoi les compressions budgétaires ont des impacts majeurs. Elles touchent directement la capacité de la région à mettre en œuvre les actions nécessaires ainsi que les personnes qui travaillent à les réaliser.

Le deuxième élément qui me vient à l'esprit est le maintien de la cohésion et des capacités de l'équipe, plus particulièrement pour la deuxième partie de l'année 2013-2014. Les ajustements nécessaires aux congés de maternité, sans solde, de maladie, certains départs et quelques réaffectations sont le lot des gestionnaires d'aujourd'hui. De la part de l'équipe, cela exige de l'ouverture, de la coopération, de la tolérance, de la solidarité ainsi qu'une grande capacité d'adaptation. S'ajoutent à cette réalité les changements survenus au sein du conseil d'administration et à la présidence qui ont amené l'équipe à s'ajuster pour mieux les soutenir dans les décisions importantes qui ont été prises.

Ce rapport annuel donnera un aperçu des hauts faits et des petites victoires de l'année qui s'est achevée ainsi que des avancées qui ont pu être faites dans le développement de la région. Malgré ces turbulences, nous gardons notre mire sur les besoins de développement de l'Abitibi-Témiscamingue. Nous entendons nous associer étroitement aux priorités du plan stratégique régional et pour ce faire, nous avons renouvelé l'entente administrative nous liant au MAMROT. Nous comptons aussi poursuivre notre collaboration avec une pléiade de partenaires, en maintenant la mobilisation de l'équipe ainsi que celle des membres du conseil d'administration.

Luc Bélisle



## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de la Conférence régionale est constitué de 18 personnes. Parmi elles, 13 agissent en tant qu'élus ( préfets et maires) et 6 sont issues de la société civile. S'y ajoute un poste pour le milieu autochtone qui est présentement à pourvoir. Les trois députés provinciaux y siègent également, mais sans disposer de droit de vote. Le bureau de direction est quant à lui constitué de sept membres, dont deux proviennent de la société civile.

### Composition du conseil d'administration au 31 mars 2014

RÉPARTITION	HOMMES	FEMMES
ABITIBI	2	1
ABITIBI-OUEST	2	1
ROUYN-NORANDA	3	1
TÉMISCAMINGUE	2	2
VALLÉE-DE-L'OR	3	2

### Quelques changements parmi les membres

Cette année aura été marquée par la démission de M. Ulrick Chérubin, maire d'Amos, à titre de président. Il a été remplacé le 12 décembre 2013 par M. Jean-Maurice Matte, préfet de la MRC de La Vallée-de-l'Or et maire de Senneterre. Le poste de la société civile d'Abitibi-Ouest, qui était vacant, a été confié à Mme Stéphanie Bédard, directrice générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Abitibi-Ouest. Cette dernière a par ailleurs été choisie comme secrétaire des membres du bureau de direction lors de l'élection ayant eu lieu le 23 janvier 2014 et M. Chérubin a été élu à la trésorerie. C'est également lors de cette rencontre que MM. Mario Provencher, maire de Rouyn-Noranda, et Arnaud Warolin, préfet de la MRC de Témiscamingue, ont accédé aux postes de premier et de deuxième vice-présidents. Enfin, de nouveaux maires et un nouveau préfet se sont joints au conseil d'administration dans la foulée des élections municipales qui ont eu lieu en novembre 2013. C'est ainsi que nous avons accueilli Mmes Nicole Rochon, mairesse de Témiscaming, et Jacline Rouleau, mairesse de Senneterre-paroisse, ainsi que MM. Jaclin Bégin, préfet de la MRC d'Abitibi-Ouest, Pierre Corbeil, maire de Val-d'Or, et Martin Ferron, maire de Malartic.



De gauche à droite, rangée du fond :  
Mario Provencher, Ulrick Chérubin,  
Luc Dupuis et Arnaud Warolin

Rangée en avant : Stéphanie Bédard,  
Jean-Maurice Matte et Lorraine Barrette

## Conseil d'administration au 31 mars 2014

PRÉSIDENT	JEAN-MAURICE MATTE	MAIRE DE SENNETERRE ET PRÉFET DE LA MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR
PREMIER VICE-PRÉSIDENT	MARIO PROVENCHER	MAIRE DE ROUYN-NORANDA
DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENT	ARNAUD WAROLIN	PRÉFET DE LA MRC DE TÉMISCAMINGUE
TRÉSORIER	ULRICK CHÉRUBIN	MAIRE D'AMOS
SECRÉTAIRE	STÉPHANIE BÉDARD	SOCIÉTÉ CIVILE – ABITIBI-OUEST
ADMINISTRATRICE ET MEMBRE DU BUREAU DE DIRECTION	LORRAINE BARRETTE	SOCIÉTÉ CIVILE – TÉMISCAMINGUE
ADMINISTRATEUR ET MEMBRE DU BUREAU DE DIRECTION	LUC DUPUIS	SOCIÉTÉ CIVILE – ROUYN-NORANDA
ADMINISTRATEUR	JACLIN BÉGIN	MAIRE DE SAINTE-GERMAINE-BOULÉ ET PRÉFET DE LA MRC D'ABITIBI-OUEST
ADMINISTRATEUR	MARC BIBEAU	CONSEILLER À ROUYN-NORANDA
ADMINISTRATEUR	PIERRE CORBEIL	MAIRE DE VAL-D'OR
ADMINISTRATEUR	MARTIN FERRON	MAIRE DE MALARTIC
ADMINISTRATEUR	BERNARD FLÉBUS	MAIRE DE VILLE-MARIE
ADMINISTRATRICE	MARIANNE GAGNON-BOURGET	SOCIÉTÉ CIVILE – VALLÉE-DE-L'OR
ADMINISTRATEUR	NORMAND HOUDE	MAIRE DE LA SARRE
ADMINISTRATRICE	JOHANNE JEAN	SOCIÉTÉ CIVILE – RÉGION
ADMINISTRATRICE	LINDA PERRON-BEAUCHEMIN	SOCIÉTÉ CIVILE – ABITIBI
ADMINISTRATEUR	JACQUES RIOPEL	MAIRE DE SAINT-MARC-DE-FIGUERY ET PRÉFET DE LA MRC D'ABITIBI
ADMINISTRATEUR	NICOLE ROCHON	MAIRESSE DE TÉMISCAMING
ADMINISTRATEUR	JACLINE ROULEAU	MAIRESSE DE SENNETERRE-PAROISSE



Jacline Rouleau



Linda Perron-Beauchemin



Nicole Rochon



Marc Bibeau



Jaclin Bégin



Martin Ferron



Jacques Riopel



Johanne Jean



Normand Houde



Pierre Corbeil



Marianne Gagnon-Bourget



Bernard Flébus

## LE PERSONNEL

### Les départs et les arrivées en cours d'année

Plusieurs changements sont survenus cette année au sein de l'équipe de la Conférence régionale. D'abord, mentionnons que Mmes Marie-Christine Turgeon, Sarah Charbonneau et Esther Labrie profitent d'un congé de maternité bien mérité. L'équipe a accueilli Mme Gaëlle Derrien à titre d'agente de développement ayant hérité des dossiers de développement social, ainsi que Mme Karine Bisson, agente de développement qui assure la relève au Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (FJAT). Le FJAT a également bénéficié des services d'un stagiaire en la personne de M. Olivier Lessard pour une période de quelques mois. Pour sa part, M. Simon Letendre a profité d'un congé sans solde de quelques mois. Par ailleurs, M. Patrick Charron a quitté son poste au bénéfice de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) alors que M. Alain Halley a fait de même au profit de la MRC d'Abitibi. Pour sa part, Mme Nathalie Dallaire a pris la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi du *Plan quinquennal de développement* (PQD) régional. Ces trois professionnels étaient affectés à la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT). Enfin, soulignons le passage de Mme Lynda Morin, responsable des dossiers à caractère entrepreneurial et agroalimentaire, et de M. Robert Cadieux, qui était rattaché au dossier de la ruralité et à celui du logement.



Luc Bélisle



Simon Letendre



Monique Brunet



Josée LeBlanc



Josie Mongrain



Gaëlle Derrien



Sarah Charbonneau



Nathalie Dallaire



Lili Germain



Serge Maheux



Lisyane Morin



Esther Labrie



Marie-Christine Turgeon



Patrick Charron



Julie Thibeault



Mariella Collini



Jean-François Turcotte



Michel Desfossés



Valérie Lemay



Karine Bisson



Geneviève Blais



Martine Dufour



Alain Halley



Nadia Letendre



Sylvie Provencher



## LE BILAN 2013-2014 AU REGARD DU PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT 2007-2011

Pour une dernière fois, vous trouverez le bilan de nos faits et gestes en lien avec le *Plan stratégique de développement 2007-2011*.

Le *Plan quinquennal de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2014-2019* entrera en vigueur à l'été 2014.



## Les tournées « L'Abitibi-Témiscamingue débarque à... »

Nouveauté cette année, les agents de migration Places aux jeunes et l'agente de liaison pour le Réseau de la santé et services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue sont partis en tournée sans le personnel de VAT. Cependant, ils ont tout de même représenté l'organisme. Nous les remercions d'avoir pris le flambeau pour ce projet pilote!

La délégation s'est déplacée une seule fois cette année, soit lors de la tournée du 3 au 5 février, afin de trouver des personnes nouvellement diplômées et travailleurs ou travailleuses désirant s'établir dans la région. L'équipe s'est rendue à Montréal, Saint-Hyacinthe, Laval, Saint-Jérôme et Gatineau. Un salon de l'emploi, des visites de classes dans des établissements d'enseignement et deux 5@7 ont été réalisés.

Ces partenariats permettent de concentrer les efforts pour améliorer le bilan migratoire régional. Grâce entre autres à ces tournées, les places aux séjours exploratoires de Places aux jeunes sont toujours bien convoitées!

### UNE TOURNÉE ET 5 VILLES

---

764 PERSONNES RENCONTRÉES, DONT 100 DANS UN SALON DE L'EMPLOI

177 PARTICIPANTS AUX 2 SÉJOURS EXPLORATOIRES PLACE AUX JEUNES, DONT 47 % AVAIENT ÉTÉ RENCONTRÉS LORS DES TOURNÉES

---



Viser à attirer davantage d'immigrantes et d'immigrants ainsi que de nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants, et favoriser un meilleur enracinement.

Favoriser un meilleur enracinement

## Les immigrantes et les immigrants, les nouvelles arrivantes et les nouveaux arrivants

### Entente spécifique en immigration

Beaucoup de temps a été investi à réfléchir au renouvellement d'une entente touchant l'immigration avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Une correspondance a été acheminée à la Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec en mai 2013 afin de demander le maintien du financement des services d'accueil pour la région au-delà du 30 juin 2013. En parallèle, un groupe de travail a tenté de mieux définir le continuum de services en accueil, installation et intégration à inclure à une nouvelle entente. Il a finalement été décidé de soutenir à la pièce les projets en attraction de la main-d'œuvre.

### Formation des services d'accueil

Les intervenants en services d'accueil des immigrants de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que plusieurs acteurs du milieu ont mentionné le besoin de recevoir des formations en relations interculturelles. Afin de répondre à cette demande et grâce à la collaboration de La Mosaïque, Mme Danielle Gratton, du Centre d'étude et d'intervention en relations interculturelles (CEIRI) a donné une formation à Rouyn-Noranda en janvier 2014. Elle a permis aux participantes et participants de développer des habiletés à communiquer adéquatement en contextes pluriethniques.

### Semaine des nouveaux arrivants

Du 9 au 15 septembre 2013 s'est déroulée la quatrième semaine des nouveaux arrivants, organisée conjointement par VAT et les comités locaux d'accueil des nouveaux arrivants. Chaque MRC de la région a organisé diverses activités pour ses nouveaux arrivants afin de faciliter leur intégration, mais aussi pour leur dévoiler toute la richesse de notre territoire et la chaleur des gens d'ici. Pour plus de détails, consultez le site [nouveauxarrivants.net](http://nouveauxarrivants.net).

### Présentations dans les organismes de régionalisation

Les 17, 18 et 19 février 2014, VAT avait rendez-vous avec les organismes de régionalisation Clef pour l'intégration au travail des immigrants (CITIM), PROMotion Intégration Société nouvelle (PROMIS) et Accueil liaison pour arrivants (ALPA). Une trentaine de personnes immigrantes ont été rencontrées pour leur faire découvrir la région et leur présenter les perspectives d'emploi.

## Les arts et la culture

### Rendez-vous jeunesse en loisir culturel

Le FJAT finance une entente culturelle depuis 2006. Auparavant connue sous le nom de Relève culturelle amateur, l'entente porte désormais celui de Rendez-vous jeunesse en loisir culturel. Elle vise la participation active des jeunes de 12 à 35 ans aux loisirs culturels. Elle rallie le FJAT, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) ainsi que Loisir et Sport Abitibi-Témiscamingue (LSAT). Compte tenu des impacts positifs de cette entente, le FJAT poursuit son partenariat pour trois années supplémentaires. Une quinzaine de projets ont été adoptés cette année dans le cadre du premier appel de projets.

### Secondaire en spectacle

La Conférence régionale ainsi que le FJAT ont alloué une aide financière importante au 14<sup>e</sup> Rendez-vous panquébécois de Secondaire en spectacle. L'activité aura lieu à Amos du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2014.



### Fonds des arts et des lettres

Le partenariat avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) ayant été reconduit pour un an, les efforts visant à améliorer les conditions de pratique artistique dans la région se poursuivent grâce à l'injection de fonds provenant du Programme pour les arts et les lettres de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce programme comprend deux volets. L'un s'adresse aux artistes et écrivains professionnels, l'autre se rapporte au soutien aux organismes artistiques et littéraires professionnels. Cette année, 180 000 \$ ont été injectés dans cette entente. La moitié des fonds ont été versés par le CALQ, l'autre moitié par la Conférence régionale.

### Réseau muséal

Un mémoire a été présenté au Groupe de travail sur l'avenir du réseau muséal en juillet 2013. La Conférence régionale y souligne certains éléments propres à notre région, qui vit depuis quelques années une transformation extraordinaire due à l'effervescence culturelle. Pour prendre connaissance des détails des recommandations qui y figurent, [suivez ce lien](#) (veuillez consulter le [www.conferenceregionale.ca](http://www.conferenceregionale.ca), onglet Les publications, section Les mémoires).

### L'Indice bohémien

Encore cette année, la Conférence régionale a soutenu financièrement *L'Indice bohémien*, ce journal culturel qui s'adresse au lectorat de la région. Notre objectif étant d'amener ce média à atteindre son autonomie financière, il s'agissait là de notre dernière contribution.

Valoriser et renforcer la vitalité artistique et culturelle de la région.

Soutenir les artistes professionnels en Abitibi-Témiscamingue.

Favoriser la sensibilisation et l'éducation à l'art, particulièrement chez les jeunes, et encourager la pratique culturelle de loisirs.

Conseil des arts  
et des lettres

Québec



Indice  
bohémien

JOURNAL CULTUREL DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Favoriser une meilleure couverture médiatique ainsi qu'une meilleure connaissance des actualités de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et du Nord-Est ontarien.

Doter la région d'un plan d'action pour le développement de l'action citoyenne.

Favoriser les débats sur les enjeux locaux et régionaux.

Définir l'apport des médias de proximité dans le développement local et régional.

Assurer une meilleure connaissance des données socioéconomiques, des enjeux de la région et de ses territoires ainsi qu'en assurer une large diffusion.



**L'OBSERVATOIRE**  
de l'Abitibi-Témiscamingue  
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

## L'information et les communications

### Action citoyenne

En juin dernier, le FJAT, la Conférence régionale et Desjardins confirmaient la poursuite de l'entente en participation citoyenne. Cette entente permet la concrétisation d'actions régionales et l'embauche de cinq agents territoriaux dans les carrefours jeunesse-emploi et au Conseil territorial jeunesse. L'objectif de l'entente est de travailler sur quatre axes : l'éducation à la citoyenneté, la reconnaissance et la valorisation, la place des jeunes et l'accompagnement des organismes.

### Canal de l'Assemblée nationale

Au printemps 2013, une correspondance a été acheminée à Câblevision du Nord, en soutien à une demande du député de Rouyn-Noranda/Témiscamingue, M. Gilles Chapadeau. Celui-ci souhaitait la télédiffusion des débats à partir du canal de l'Assemblée nationale par l'entremise de cette entreprise régionale.

### Postes Canada

À la suite de la réception d'une correspondance de Postes Canada, à l'hiver 2014, qui faisait état de son plan de restructuration, une lettre a été adressée à la société afin de proposer un mécanisme de transition, ceci afin de s'assurer que la population de la région aura accès à des alternatives.

### Radio-Canada

En mars 2014, une correspondance a été adressée à Radio-Canada. Celle-ci visait la couverture journalistique de l'entreprise dans la région et l'absence d'un studio et d'une salle de nouvelles de télévision en Abitibi-Témiscamingue. La Conférence régionale a demandé et obtenu une rencontre permettant d'échanger sur les possibilités d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications. Nous croyons que notre demande sera entendue et que nous serons bientôt invités à une telle rencontre.

### Du côté de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

La mise en œuvre de plusieurs recommandations issues d'une analyse des produits, des outils et de l'image de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue par une firme spécialisée a été au cœur des activités de l'année 2013-2014. Toutes les maquettes graphiques ont été renouvelées et le site Web a été enrichi de plusieurs fonctionnalités.

Le *Bulletin*, publication mensuelle de l'organisme, a été publié tout au long de l'année. Le *Tableau de bord de l'Abitibi-Témiscamingue* a également subi une refonte annuelle, tout comme le document *Données de population par municipalité, 1981 à 2013*.

Une nouvelle infolettre intitulée *L'Observatoire en bref* a été conçue et permettra de rejoindre les personnes abonnées de manière plus régulière et plus directe.

La liste d'abonnements aux différentes publications rejoint 2 300 personnes, dont plus de 95 % reçoivent une version électronique des produits. Les envois par la poste ont grandement diminué, car les abonnés ont été invités à passer à la version électronique.

Depuis l'automne 2012, et jusqu'à la fin du printemps 2014, Mme Mariella Collini a été affectée à la planification stratégique de développement régional. Elle y a consacré les trois quarts de son temps, réservant l'autre quart à ses dossiers de l'Observatoire. L'organisation

# UNE RÉGION OÙ DEUX PEUPLES COHABITENT DANS LE PARTAGE ET LE RESPECT DU TERRITOIRE

## Les Autochtones : Mamawi Mikomowitan, travailler ensemble

fonctionne donc à effectifs réduits depuis environ un an et demi.

Le site Web de l'Observatoire a reçu 15 000 visites au cours de l'année, soit 1 000 de plus qu'au cours du précédent exercice. Celles-ci ont été effectuées par 9 500 visiteurs uniques qui ont vu au total 52 000 pages (45 000 l'an passé). En mars 2014, le site a été redessiné et adapté aux tablettes électroniques et aux téléphones intelligents.

La dernière année de l'entente de concertation concernant l'Atlas a pris fin en novembre 2013. Au cours de cette dernière année, les activités ont principalement visé à coordonner le volet « historique ». Dorénavant, l'internaute est à même de visualiser l'évolution de certaines réalités (aires protégées, titres miniers, habitats fauniques protégés, etc.) en lien avec le territoire et les ressources naturelles. Engagés depuis 2006, les partenaires de l'Observatoire ont réitéré leur intérêt à poursuivre leur implication pour continuer à développer et à consolider l'Atlas.

L'Observatoire s'associe, ponctuellement ou sur une base régulière, à certains comités afin de participer à l'élaboration de sondages ou d'études, ou encore pour contribuer aux orientations de différents comités. Cinq collaborations ont eu cours cette année. L'Observatoire travaille aussi en collaboration avec des membres de l'équipe de la Conférence régionale à la production d'outils qui répondent à des besoins spécifiques. Cela s'est également fait à cinq reprises au cours de l'année. De plus, six conférences ont été prononcées et l'équipe de l'Observatoire a reçu trois formations, soit deux provenant de Statistique Canada et une d'un spécialiste de la veille d'information. Enfin, quelque 300 demandes d'information sont parvenues à l'Observatoire au cours de l'année et les agentes de recherche ont accordé une douzaine d'entrevues aux médias régionaux.

### Stages en entreprises

Le projet pilote visant à accompagner des personnes autochtones désirant effectuer un stage de travail dans des entreprises valdoriennes afin de parfaire leur employabilité s'est poursuivi. Notre participation permet aussi de financer une partie des formations dispensées aux employeurs, ce qui permet de les sensibiliser aux réalités autochtones et de faciliter l'intégration de ces derniers aux différents milieux de travail. Le projet est le fruit d'un partenariat avec Emploi-Québec, la Chambre de commerce de Val-d'Or, le Centre de services urbains, Développement des ressources humaines Abitibiwinni et Kitcisakik, le Centre de développement des Premières Nations du Québec et l'UQAT.

Créer des occasions pour construire des projets communs entre les Autochtones et les différentes instances allochtones de la communauté régionale.

Soutenir l'accroissement de la diplomation, de la scolarisation et de la qualification des Algonquins afin d'augmenter leur niveau d'autonomie.

Favoriser le développement d'une stratégie d'intégration à l'emploi, particulièrement pour les jeunes, de manière à accroître le nombre d'emplois disponibles à l'intérieur et à l'extérieur des communautés.

# UNE RÉGION SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE, À L'ÉCOUTE DES BESOINS DE SES CITOYENNES ET CITOYENS

Agir sur les facteurs d'appauvrissement et d'exclusion sociale.

Travailler à réduire les préjugés à propos des personnes vivant en contexte d'appauvrissement et d'exclusion sociale.



## L'appauvrissement et l'exclusion sociale

### Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale

Après une mise en œuvre progressive, l'Alliance régionale est, depuis un an, pleinement opérationnelle. Son plan d'action en matière de lutte à la pauvreté et d'inclusion sociale est en cours de réalisation et fait émerger une mobilisation grandissante autour des priorités régionales et territoriales en développement social. Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), qui provient d'une entente avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), a permis le déploiement de dix instances régionales et territoriales qui sont toutes mobilisées afin de réaliser leurs plans d'action et projets. Rappelons que les cinq instances régionales portent sur la petite enfance et la famille, le développement des communautés, la pauvreté intergénérationnelle, le logement social et la persévérance scolaire.

Cette année a été marquée par la visite de représentants du Réseau québécois de développement social (RQDS) qui mène, au moyen d'une tournée des régions, une réflexion sur les perspectives du développement social pour les 15 prochaines années. Cette rencontre a réuni les comités de gestion et d'intégration de l'Alliance régionale. De nombreux enjeux ont émergé, mais quatre préoccupations majeures et priorités ont été retenues : l'implication du milieu politique, le défi du financement en lien avec la pérennité des actions, l'hyperconcertation et la construction d'une légitimité.

Le comité de gestion a également amorcé une réflexion sur l'avenir de l'Alliance régionale. La planification stratégique de développement régional comprend des objectifs directement liés au développement social. La structure actuelle de l'Alliance pourrait évoluer pour permettre une meilleure cohésion et une pleine complémentarité avec les autres initiatives en développement social.

Le comité d'intégration, formé des représentants des instances régionales et territoriales, a travaillé sur le partage des avancées des actions et projets, ainsi que sur leur arrimage. Une rencontre a également eu lieu avec la Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi-Témiscamingue et avec la Table régionale de concertation des personnes âgées, visant à établir une cohésion et un partenariat afin de maximiser les efforts de chacun, dans une démarche intégrée.

Dans le cadre de la semaine de la solidarité qui se déroulait en octobre 2013, la Conférence régionale a souligné les efforts déployés par différentes organisations venant en aide aux personnes aux prises avec l'exclusion sociale et la pauvreté.

## Lutte à l'homophobie et à l'exclusion sociale

Le projet « Reflet d'alliances », mené par la Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi-Témiscamingue et soutenu en grande partie par la Conférence régionale, en est à sa dernière année. L'entente se termine à l'automne 2014. Le projet vise à favoriser l'inclusion des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres (LGBT) dans toutes les sphères de la communauté régionale par l'établissement de partenariats et d'alliances. Parmi les faits marquants, on note la mise sur pied au Témiscamingue d'un groupe de soutien pour les jeunes de 14 à 25 ans. La Coalition a consacré beaucoup d'énergie à améliorer la connaissance et la compréhension quant à la transsexualité. L'une de ses plus belles réalisations est l'offre d'une formation touchant les enjeux juridiques et psychosociaux, offerte en collaboration avec le Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue et l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue.

La Coalition a contribué au développement de liens avec l'UQAT et la Chaire de recherche sur l'homophobie, dont elle fait partie. Cette alliance pourrait mener à la création d'un microprogramme sur les réalités des personnes LGBT et de leur famille. Parallèlement, la Coalition a poursuivi ses activités de sensibilisation par des formations et l'organisation d'une tournée régionale d'une pièce de théâtre d'intervention *Vivre sa vie*. Enfin, le soutien de la Conférence régionale a contribué à la reconnaissance de la Coalition comme organisme communautaire, ce qui lui assure du financement du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.



## Les personnes âgées

### Conciliation travail-retraite

En août 2013, la Conférence régionale a transmis son appui à Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue pour ses démarches visant la mise sur pied du projet « Conciliation travail-retraite ».

### Entente spécifique

Un projet d'entente spécifique a été déposé par le Secrétariat aux aînés, le MAMROT et les représentants des CRÉ du Québec. La Conférence régionale a travaillé à déterminer les priorités devant être établies pour l'Abitibi-Témiscamingue grâce aux réflexions d'un comité regroupant divers partenaires. L'entente spécifique



touchant l'adaptation régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue 2013-2017 a été signée à la toute fin de l'année financière. Elle sera mise en œuvre au cours des prochains mois.

Favoriser une meilleure intégration des personnes âgées au développement local et régional.

Appuyer les initiatives visant à réduire l'isolement ainsi que toutes formes de violence et d'abus envers les personnes âgées.

Reconnaître la contribution sociale et économique des personnes âgées dans la société régionale.

Assurer l'équité et atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.

Soutenir les initiatives visant à réduire toutes formes de violence envers les femmes, notamment en ce qui concerne les agressions à caractère sexuel, ainsi que la violence conjugale et familiale.



## Les femmes

### Politique municipale

#### Plaidoyer pour les jeunes et les femmes

La Conférence régionale, le FIAT, le Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue et le Centre de femmes du Témiscamingue ont invité les jeunes et les femmes à se lancer dans la course aux élections municipales lors d'une conférence de presse qui a eu lieu en septembre 2013. M. Ulrick Chérubin, alors président, les a conviés à réfléchir à la possibilité de poser leur candidature.

Des cartes postales ont également été distribuées dans les Publisacs afin d'inviter les femmes à se porter candidates et leur indiquer où trouver les renseignements nécessaires pour faire le saut. Lors des élections municipales de novembre 2013, des 200 femmes qui se sont portées candidates pour l'ensemble des postes électifs, 11 ont été élues comme mairesses et 149 à titre de conseillères, soit sensiblement les mêmes résultats qu'en 2009.



### Entente égalité

En mai 2013, les partenaires de l'entente en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ont convié les groupes travaillant auprès des clientèles féminines à une rencontre d'échanges et de concertation. L'objectif était de déterminer les besoins de formation afin de développer un programme sur mesure. Les participantes ont échangé sur les difficultés rencontrées dans les organisations, sur les types de formation pouvant aider à améliorer les choses ainsi que sur les formules à retenir. Pour donner suite à cette rencontre, un plan de formation a été déployé avec le soutien du Centre d'animation, de formation et d'accompagnement (CAFA). La première formation s'est déroulée en novembre 2013 et portait sur l'organisation du travail. La seconde formation offerte en février 2014 a touché la gestion des ressources humaines.

### Femmes et métiers non traditionnels

Les partenaires de l'entente régionale en égalité ont développé une campagne de sensibilisation et de promotion des femmes dans les professions et métiers non traditionnels. Celle-ci visait à améliorer la qualité de vie économique des femmes de la région. Les entreprises actives dans les domaines de travail traditionnellement masculins ont été contactées afin de dresser un portrait relatif à l'embauche d'une main-d'œuvre féminine. Une campagne de sensibilisation touchant les avantages de l'embauche de femmes est également prévue.

### Recherche sur la prostitution

Un projet de recherche sur la prostitution, proposé par le Gîte l'autre porte, a reçu le soutien des partenaires de l'entente en égalité à la toute fin de l'année financière. Le projet vise à établir le portrait des femmes en prostitution dans la région et des services qu'elles peuvent obtenir pour se sortir de ce milieu. Les résultats seront disponibles à l'automne 2014.

## La famille

### Services de garde

En février 2014, le vice-premier ministre, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministre responsable de l'Abitibi-Témiscamingue et député d'Abitibi-Ouest, M. François Gendron, annonçait les projets retenus pour la région dans le cadre de l'appel pour la création de places en services de garde. Il confirmait ainsi que l'Abitibi-Témiscamingue disposait alors de 259 places additionnelles à contribution réduite. La Conférence régionale suit de près les développements dans ce dossier, ce dernier étant stratégique pour le développement régional, notamment en ce qui concerne la lutte à la pauvreté, l'attraction et la rétention de main-d'œuvre.



### S'outiller pour mieux concilier

En collaboration avec le FJAT et le comité Action réussite, les principaux éléments des recherches menées sur la thématique de la conciliation famille-travail-études ont été rendus publics lors d'une conférence de presse organisée en avril 2013. L'activité a aussi permis de présenter des outils ([fjat.qc.ca](http://fjat.qc.ca), onglet FRIJ, section Conciliation) visant à mettre en valeur certaines façons de faire pour y arriver.

Valoriser les familles et améliorer les conditions de vie.



## Les personnes handicapées

### Transition école – vie active

Durant la dernière année de ce projet pilote, les partenaires, dont le FJAT et la Conférence régionale, ont travaillé à consolider les objectifs de la Transition école - vie active (TÉVA). Ils ont réfléchi aux suites à donner à cette entente, dont la fin est prévue en juin 2014. Pour les partenaires, s'assurer de soutenir les jeunes handicapés de 14 à 21 ans dans leur processus d'autonomie demeure une priorité. Le déploiement de la démarche a permis de rejoindre près de 80 jeunes, ce qui est largement au-delà des attentes. Depuis la mise en place de la TÉVA, le FJAT a investi tout près de 150 000 \$ par l'intermédiaire du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ).

Favoriser une meilleure intégration des personnes handicapées à la communauté.

Valoriser l'engagement et la participation citoyenne de la jeunesse en créant des conditions lui permettant de prendre sa place dans le développement local et régional.

Favoriser et soutenir les initiatives pour le retour des jeunes dans la région.

Soutenir les parcours alternatifs des jeunes favorisant leur participation à la société ainsi que l'accès à la diplomation.

Encourager les organismes, les ministères, les institutions et les entreprises à prendre l'initiative de s'engager activement auprès des jeunes dans leurs actions, favorisant ainsi le développement du plein potentiel de la jeunesse.



## La jeunesse

### Résultats de l'appel de projets Fonds régional d'investissement jeunesse

À la suite du septième appel de projets du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), le FJAT a annoncé des investissements de 180 000 \$ couvrant une trentaine de projets à caractère territoriaux et régional. Ces projets contribueront au dynamisme de l'Abitibi-Témiscamingue. Plusieurs sont en lien avec la participation et l'implication des jeunes dans leur milieu ou ont un caractère social. Dans la région, entre 2009 et 2014, 87 projets ont été soutenus et au-delà de 2,2 M\$ ont été investis dans divers projets jeunesse afin de contribuer à l'amélioration de la situation des jeunes de la région. Ce fonds est disponible grâce à la participation financière du Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse. Pour en savoir plus, [cliquer ici](#) (consulter le [fjat.qc.ca](http://fjat.qc.ca), onglet FRIJ, section Projets locaux et régionaux).

### Politique jeunesse

En mai 2013, le gouvernement du Québec a déposé le projet de consultation « Destination 2030 » afin de revoir la politique jeunesse. Afin de bien représenter les jeunes de la région, le FJAT a réalisé une [consultation](#) ([fjat.qc.ca](http://fjat.qc.ca), onglet Concertation, section Consultation 2013). La réflexion s'est poursuivie lors du rassemblement FJ13.

La tournée « Destination 2030 », qui était organisée en collaboration avec les forums jeunesse régionaux du Québec et le Secrétariat à la jeunesse, s'est arrêtée à Val-d'Or le 19 août 2013. Le but de cette tournée était de recueillir divers points de vue et idées en lien avec la jeunesse et l'engagement du gouvernement par rapport à celle-ci. Dans cette optique, le FJAT a transmis l'opinion des jeunes et a réalisé de courtes vidéos sur les enjeux liés à la jeunesse ([www.destination2030.gouv.qc.ca](http://www.destination2030.gouv.qc.ca)). À la suite de cette tournée, le FJAT a poursuivi son rôle-conseil en matière de jeunesse par l'organisation d'une [rencontre des organismes jeunesse](#) ([fjat.qc.ca](http://fjat.qc.ca), onglet Concertation, section Rencontre des partenaires jeunesse). Cette rencontre a permis de développer une vision régionale d'une nouvelle politique jeunesse.



En février dernier, le gouvernement a déposé son projet de livre blanc visant à établir les bases d'une nouvelle politique jeunesse. Ce livre blanc a pour objectif de guider les organismes qui travaillent pour la jeunesse du Québec et qui sont subventionnés en partie par le gouvernement.

## Élections municipales 2013

Lors de la dernière campagne électorale municipale, le FJAT a travaillé avec ses partenaires afin de mieux informer les jeunes. Différents ateliers d'information, des présentations de candidats et des débats ont été organisés. De plus, le FJAT a distribué des gommes à mâcher à l'effigie d'une friandise populaire : Municipal Joe. Ce paquet de gomme est agrémenté d'une bande dessinée où un jeune se fait prendre en flagrante contradiction de voter aux élections provinciales et fédérales, mais pas aux élections municipales. L'un des objectifs était de réveiller l'électeur qui sommeille chez le jeune et de le convaincre que son devoir de citoyen s'applique aussi au palier municipal.



## Élections provinciales 2014

Le FJAT a également déployé beaucoup d'énergie afin de faire connaître aux jeunes les bureaux de vote dans les établissements d'enseignement. C'était la première fois que les jeunes pouvaient voter à l'UQAT, au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue ou dans les centres de formation professionnelle. L'objectif était de faciliter le vote des étudiants hors circonscription. De plus, le FJAT a poursuivi ses efforts afin d'informer les jeunes sur les enjeux électoraux.



## Engagement jeunesse

La mesure Engagement jeunesse ([www.ejat.ca/](http://www.ejat.ca/)) vise à assurer une plus grande complémentarité et une plus grande cohésion des services destinés aux jeunes de 16 à 24 ans. Le FJAT a accepté de soutenir un projet d'étude menée par l'UQAT visant à consulter ces jeunes quant à leurs perceptions de la continuité des services qui s'adressent à eux.

Assurer l'accessibilité de l'ensemble de la population à une offre de service de santé et de services sociaux de qualité.

Favoriser la prévention par l'acquisition de saines habitudes de vie.

Reconnaître, encourager et soutenir le développement communautaire ainsi que les organismes d'action communautaire et bénévole.

## La santé et le développement des communautés

### Saines habitudes de vie

La participation de la Conférence régionale aux activités de la Table intersectorielle en saines habitudes de vie se situe essentiellement en matière de concertation. C'est donc sous cet angle que notre collaboration s'est poursuivie dans ce dossier tout au long de la présente année.

### Prévention du tabagisme chez les jeunes

En mars 2014, une correspondance a été acheminée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en appui au projet régional visant à consolider et à bonifier les actions dédiées à la prévention du tabagisme chez les jeunes en milieu rural de la région. Ce projet se rattache à la mobilisation de la Table des partenaires Jeunes en milieu rural Abitibi-Témiscamingue.

### Services de radiothérapie

Lors de leur rencontre de janvier 2014, les membres du conseil d'administration se sont positionnés en faveur du projet de développement d'un centre de radiothérapie en Abitibi-Témiscamingue. La construction d'infrastructures pour répondre aux besoins a favorisé ce positionnement, d'autant plus que des personnes de la région refusent de se déplacer dans les autres régions du Québec pour y recevoir des traitements et que l'Abitibi-Témiscamingue est l'une des rares régions de la province à ne pas disposer de services de radiothérapie sur place. La mise en place d'un tel centre contribuera à augmenter les traitements. La Conférence régionale a donc appuyé la démarche de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue et du Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda.

### Fondation communautaire

Un espace de travail a été prêté à notre bureau de Rouyn-Noranda pour l'hébergement du coordonnateur régional de la Fondation communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue. Cette aide s'ajoute au soutien financier de la Conférence régionale annoncé pour trois ans et totalisant une somme de 105 000 \$. L'entente prendra fin l'an prochain.

## Tournée régionale sur l'habitation

Afin de bien circonscrire les problématiques, d'examiner les pistes de solutions et de jeter les bases d'un plan d'action touchant le logement en Abitibi-Témiscamingue, la Conférence régionale a tenu, en mai 2013, des journées de réflexion dans chaque territoire. Cette activité a notamment permis de sensibiliser les intervenants aux problématiques territoriales et de créer des partenariats afin de réaliser des actions structurantes.

Mise à part la question du logement social, cinq autres enjeux sont clairement ressortis de ces échanges : portrait et planification du développement de l'habitation, financement et capital, coût et disponibilité des matériaux de construction, coût, disponibilité et formation de la main-d'œuvre ainsi que modulation des normes réglementaires et des programmes.

Pour donner suite aux consultations, la Conférence régionale a proposé un plan d'action visant à répondre aux préoccupations répertoriées et sa mise en œuvre est en préparation. Le mandat et le plan de travail du comité sur le logement social, qui existaient déjà, seront harmonisés.



## L'économie sociale

### Loi-cadre sur l'économie sociale

En avril 2013, le FJAT a déposé au MAMROT ses préoccupations concernant le projet de loi-cadre en lien avec l'économie sociale, jugeant que celui-ci pouvait avoir un impact sur le développement des jeunes de la région. Le FJAT demandait que le MAMROT prenne en considération les caractères distincts de toutes les régions du Québec dans l'élaboration du projet de loi. De plus, le FJAT a souligné l'importance de faire une place aux pôles d'économie sociale comme étant l'un des partenaires importants, que ce soit pour l'élaboration du plan d'action ou pour la participation à la table des partenaires.

### Pôle d'économie sociale

Grâce à l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale, qui couvre la période 2009 à 2014, la Conférence régionale a pu contribuer financièrement aux réalisations du Pôle d'économie sociale.

Favoriser la consolidation et le développement des entreprises en économie sociale.

Optimiser et mettre en commun, à l'échelle de la région, un réseau de transport collectif mettant à profit les différents modes de transport.



## Le transport collectif

### Forum sur le transport durable des personnes

En septembre 2013 s'est tenu à Amos le Forum sur le transport durable des personnes. L'activité était organisée conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Baie-James. Les 80 personnes présentes ont assisté aux présentations du président et du coordonnateur de la Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, MM. Jonathan Lapierre et Antoine Audet. Ces derniers étaient accompagnés de M. Grégoire Arsenault, consultant associé à la mise sur pied de l'organisme.

Les échanges ont porté sur la pertinence d'implanter un nouveau modèle s'inspirant de cette expérience entre les diverses municipalités de la région. Le transport des personnes est ressorti comme étant une priorité de développement à traiter à l'échelle régionale. L'accès à des revenus supplémentaires provenant d'une taxe sur l'essence ou sur l'immatriculation constitue une option à étudier en vue d'assurer la durabilité des services de transport des personnes et d'en accroître la qualité. Une étude visant à dresser la cartographie des besoins en transport collectif a été confiée au Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CRADD). La région sera ainsi mieux outillée pour déterminer la stratégie à adopter.

En octobre 2013, la Conférence régionale est intervenue auprès du ministre des Transports à la suite d'une annonce qu'il avait faite concernant son intention de réaliser trois projets pilotes en lien avec le transport collectif et inspirés de l'expérience gaspésienne. Nous lui avons alors manifesté notre intérêt à faire partie d'une telle démarche.

### Politique intégrée de transport des personnes

Les membres du conseil d'administration ont approuvé le mémoire déposé en juin 2013 touchant la politique de mobilité durable. Ce mémoire a été produit dans le cadre des consultations menées en faveur de l'adoption de la *Politique intégrée de transport des personnes pour le Québec*. Le mémoire peut être consulté [en ligne](http://www.conferenceregionale.ca) ([www.conferenceregionale.ca](http://www.conferenceregionale.ca), section Les publications).

## La ruralité

### Jeunes en milieu rural

Cette deuxième année de la troisième entente Jeunes en milieu rural a permis de poursuivre le travail de consolidation des actions dans les locaux de jeunes. Le modèle de partenariat mis en place autour de Jeunes en milieu rural se fait reconnaître sur la scène régionale. Les partenaires, dont le FJAT et la Conférence régionale, poursuivent leurs actions autour de trois grands axes : la prévention, les saines habitudes de vie et la participation citoyenne.

### Commission sur la ruralité

En février 2014, les membres du conseil d'administration de la Conférence régionale ont accueilli M. Michel Cliche, président de la Commission régionale sur la ruralité. Il leur a présenté les documents produits au bénéfice de la Commission sur la ruralité et de la région. Ce sont les résultats de plusieurs mois de recherches et de compilations effectuées par l'agent de développement affecté au dossier ainsi que par les membres de la Commission. L'objectif est que les milieux s'approprient les grands constats qui en découlent. Un plan de diffusion des quatre documents est en élaboration.

## Le loisir et le sport

### Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique

En octobre 2013, le FJAT a déposé un [avis](http://fjat.qc.ca) (fjat.qc.ca, onglet Publications, section Mémoires et Avis) concernant la Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique. Son contenu a été élaboré à la suite d'échanges touchant les enjeux liés au contenu de la future politique. Le point de vue du FJAT se base en partie sur les données recueillies lors d'une consultation menée au printemps 2013.

Accroître l'occupation dynamique du territoire en milieu rural.

Offrir une meilleure accessibilité à la pratique du loisir, du sport et de l'activité physique à la grandeur du territoire pour toutes les clientèles afin d'améliorer la qualité de vie, la santé et lutter contre la sédentarité.

Assurer le développement des divers types de pratique de loisir, du sport et de l'activité physique pour permettre l'épanouissement personnel et collectif de la communauté locale et régionale.

Soutenir le développement du secteur du plein air en Abitibi-Témiscamingue.

# UNE RÉGION CURIEUSE, AXÉE SUR LE SAVOIR ET OUVERTE SUR LE MONDE

Valoriser la formation générale, professionnelle, technique et supérieure, adaptée aux réalités régionales et aux nouvelles réalités de la mondialisation.

Poursuivre les efforts visant à soutenir la persévérance scolaire chez les jeunes, spécialement chez les garçons.

Promouvoir et soutenir la reprise des études chez les adultes non diplômés.



## L'éducation et la formation

### Programme d'études en technologie d'analyses biomédicales

Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue a annoncé son intention de mettre en place un programme d'études en technologie d'analyses biomédicales dans la région, en collaboration avec le Cégep de Saint-Jérôme. La Conférence régionale lui a octroyé une aide financière devant servir à lancer le programme.

### Études supérieures des étudiants de première génération

La Conférence régionale a accueilli avec grand intérêt le projet de valorisation et de soutien au projet d'études supérieures des étudiants de première génération déposé par le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et l'UQAT. Une lettre d'appui a été rédigée en ce sens en mai 2013.

### DEC en musique

Après avoir pris connaissance du projet de collaboration entre le Conservatoire de musique de Val-d'Or et le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, la Conférence régionale a donné son appui au projet d'implantation d'un DEC en musique en avril 2013.

### Centre de formation professionnelle de Val-d'Or

La Conférence régionale a apporté son appui au projet d'agrandissement et de réaménagement du Centre de formation professionnelle de Val-d'Or dans une correspondance adressée à la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois en janvier 2014. L'objectif était de mieux répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée pour la filière minérale régionale et du Québec.

### L'éducation, un facteur d'attraction et de rétention

Cette année, une campagne de promotion menée par VAT, « Étudier en Abitibi-Témiscamingue », a été déployée avec des placements publicitaires ciblés dans Urbania et avec Zoom média. Des panneaux lumineux ont été installés dans plusieurs établissements scolaires à Montréal, Québec et en Outaouais du 7 octobre au 3 novembre 2013. VAT positionne toujours cinq créneaux d'importance pour la région, soit les mines, la santé et les services sociaux, l'agroalimentaire et la forêt avec le dépliant des 220 programmes de formation. Les formations en lien avec ces cinq secteurs, tout comme les 220 programmes de formation, sont également disponibles sur le site [www.etudier-abitibi-temiscamingue.org](http://www.etudier-abitibi-temiscamingue.org).

### Plan stratégique de développement de l'UQAT

En mars 2014, les membres du conseil d'administration de la Conférence régionale ont rencontré l'UQAT et ont ainsi pu émettre leurs commentaires dans le cadre de l'élaboration de son plan stratégique de développement pour la période allant de 2015 à 2020.

## Action réussite

À travers la deuxième partie du projet « Héros de la réussite », quatre capsules ont été diffusées à la télévision, dans les journaux, sur le Web et à travers les médias sociaux. Le projet « Zone d'examens » en est à sa deuxième année. L'essentiel du travail a porté sur la diffusion dans les journaux de la région des dates d'examens de fin d'année du ministère et sur le déploiement d'une campagne de sensibilisation s'adressant aux employeurs.

En mai dernier, le Prix des lecteurs émergents de l'Abitibi-Témiscamingue a été remis lors du Salon du livre de l'Abitibi-Témiscamingue (La Sarre). À cette occasion, des élèves de six écoles secondaires de la région ont attribué le titre du roman gagnant à M. Simon Boulerice pour son livre *Javotte*. Ce projet comporte plusieurs facteurs déterminants de la persévérance scolaire et fait appel au sentiment d'appartenance.

C'est sous le thème « Agir tôt, voir grand » qu'ont eu lieu, en novembre 2013, les Grandes rencontres en persévérance scolaire au Palais des congrès de Montréal. Plus d'une cinquantaine de personnes de la région y ont assisté grâce notamment à la contribution du comité régional Action réussite.

En février 2014 avaient lieu les *Journées de la persévérance scolaire*. Le comité Action réussite a proposé une programmation variée, axée sur l'encouragement, dont la « Journée en vert ». Un concours a été organisé afin de donner la chance à des étudiants de remporter l'un des onze chèques-cadeaux IGA d'une valeur de 100 \$ chacun. Les étudiantes et étudiants avaient quant à eux l'opportunité de gagner une bourse d'études de 2 000 \$ offerte par IGA.

Le comité Action réussite, en collaboration avec l'organisme Réunir réussir (R<sup>2</sup>), a offert en mars 2014 une formation sur les déterminants de la persévérance scolaire. Une soixantaine de personnes provenant de partout en Abitibi-Témiscamingue et issues d'une multitude d'organisations de différents domaines y étaient. Cette formation visait à soutenir les partenaires qui travaillent à accroître la persévérance scolaire et la réussite éducative.

Trois équipes de la région ont participé au Festival de robotique. L'activité s'est déroulée à Montréal en mars 2014. L'équipe de 5<sup>e</sup>-6<sup>e</sup> année de l'école alternative Papillon d'Or de Val-d'Or est repartie avec une première position. L'équipe de 6<sup>e</sup> année de l'école La Source a remporté le prix « Persévérance ». La belle attitude dont a fait preuve l'équipe de 5<sup>e</sup>-6<sup>e</sup> année de l'école de Nédélec est aussi à signaler. Mme Josée LeBlanc, agente de développement à la Conférence régionale, ainsi que M. Éric Cadieux, responsable régional de Réunir réussir, ont remporté le prix « Implication exceptionnelle ».

Pour de plus amples détails, nous vous invitons à consulter le rapport annuel d'[Action réussite](#) (disponible sur le site [www.conferenceregionale.ca](http://www.conferenceregionale.ca), onglet Les commissions et comités, comité Action réussite).



Orienter la main-d'œuvre vers une formation adaptée aux besoins des entreprises et offrant de bonnes conditions d'emploi.

Soutenir les initiatives visant à réduire les pénuries de main-d'œuvre afin de répondre plus rapidement aux besoins anticipés des entreprises.

Favoriser le développement et la consolidation des entreprises en insertion sociale et professionnelle.

Favoriser la diversification des choix de carrière des femmes en les soutenant dans leurs démarches entrepreneuriales ainsi que dans l'accès et leur maintien dans des emplois traditionnellement masculins.

Soutenir le recrutement de main-d'œuvre à l'extérieur de l'Abitibi-Témiscamingue afin de répondre aux besoins de ressources humaines non comblés dans la région.

## Le développement de la main-d'œuvre

### Le site Réseau recruteurs

Le site Réseau recruteurs est toujours bien utilisé et compte désormais 476 membres. Ce site met en réseau les recruteurs et vise à maximiser le placement de conjoints et les efforts de recrutement en rendant disponible un calendrier des activités dédiées à l'attraction de main-d'œuvre au Québec ainsi qu'une banque de candidats qui souhaitent travailler dans la région.

### Salons de l'emploi

Cette année, VAT a participé à six salons de l'emploi dans les universités, cégeps et salons généralistes. Parmi les salons les plus achalandés, notons particulièrement le Salon carrière La Presse à Montréal. Pour l'année 2013-2014, VAT a permis de recueillir plus de 610 curriculum vitae. L'équipe a également rencontré plus de 1 770 personnes. Ces candidatures sont disponibles sur le site Web Réseau Recruteurs.

#### SALONS RÉGIONAUX

JOURNÉE DE LA RÉUSSITE, EMPLOI-FORMATION-RESSOURCES (ROUYN-NORANDA)	11 AVRIL	125 PERSONNES
FOIRE DE L'EMPLOI DE L'ABITIBI-OUEST (LA SARRE)	17 AVRIL	75 PERSONNES
SALON CONTACT (LORRAINVILLE)	18 AVRIL	15 PERSONNES
MARATHON DE L'EMPLOI (AMOS)	24 AVRIL	ENVIRON 50 PERSONNES
		265 PERSONNES

#### JOURNÉES CARRIÈRES

POLYVALENTE LE CARREFOUR (VAL-D'OR)	23 SEPTEMBRE	225 ÉTUDIANTS
ÉCOLE D'IBERVILLE (ROUYN-NORANDA)	26 SEPTEMBRE	150 ÉTUDIANTS
ÉCOLE MARCEL-RAYMOND (LORRAINVILLE)	27 SEPTEMBRE	200 ÉTUDIANTS
		575 ÉTUDIANTS

#### SALON EXTRARÉGIONAUX

SALON EMPLOI FORMATION DE MONTRÉAL	DU 17 AU 18 SEPTEMBRE	352 PERSONNES
SALON EMPLOI FORMATION DE LA PORTE DU NORD DE SAINT-JÉRÔME	20 SEPTEMBRE	214 PERSONNES
SALON CARRIÈRE LA PRESSE (MONTRÉAL)	DU 9 AU 10 OCTOBRE	300 PERSONNES
SALON CARRIÈRE ET FORMATION DE QUÉBEC	DU 23 AU 26 OCTOBRE	200 PERSONNES
FORUM SUR LA MOBILITÉ INTERNATIONALE (LA ROCHELLE, FRANCE)	14 NOVEMBRE	100 PERSONNES
SALON DES RÉGIONS (HEC)	3 FÉVRIER	100 PERSONNES
TOURNÉE « L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE DÉBARQUE À... »	DU 3 AU 6 FÉVRIER	611 PERSONNES
		1770 PERSONNES

#### RASSEMBLEMENTS

L'AMÈRE À BOIRE (MONTRÉAL)	4 FÉVRIER	23 PERSONNES
LES BRASSEURS DU TEMPS (GATINEAU)	6 FÉVRIER	30 PERSONNES

## Projet pilote de mobilité de main-d'œuvre avec La Rochelle

La Conférence régionale, en collaboration avec VAT, le Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est (CJAE) et [La Mission locale de La Rochelle \(www.missionlocale.com\)](http://www.missionlocale.com), a mis sur pied un projet visant à recruter des travailleurs français. Ce projet cherche à améliorer la croissance économique de l'Abitibi-Témiscamingue, région où la rareté de main-d'œuvre se fait sentir depuis quelques années, et la région de La Rochelle, où le taux de chômage est très élevé.

Grâce aux analyses d'[Emploi-Québec \(emploi-quebec.gouv.qc.ca\)](http://emploi-quebec.gouv.qc.ca), environ 12 400 postes seront à pourvoir d'ici 2016 dans la région. Le départ massif à la retraite des baby-boomers représente un défi majeur en matière de comblement de postes spécialisés en Abitibi-Témiscamingue. Ailleurs, certains marchés de main-d'œuvre, notamment celui de l'Europe francophone, vivent des taux de chômage très élevés. Ainsi, le bassin de main-d'œuvre de La Rochelle, en France, connaît un taux d'emploi de seulement 32 % chez les jeunes de moins de 30 ans. Bref, un travailleur rochelais sur trois dans ce groupe d'âge ne travaillait pas en 2011 selon la Maison de l'emploi de cette région.

Ces constats se sont avérés être tout à fait justes après le passage de VAT, le 14 novembre dernier, au Forum sur la mobilité internationale à La Rochelle. M. Paul Pratte, du CJAE, et Mme Valérie Lemay, de VAT, ont rencontré plus de 100 personnes souhaitant travailler en Abitibi-Témiscamingue. Ces candidats sont motivés, qualifiés et prêts à vivre une expérience de travail au Québec. Même si la présence de VAT en sol rochelais a été de courte durée, les efforts afin de trouver des candidats pour notre région ne s'arrêtent pas là. Avec l'aide de M. Jean Bureau et de Mme Anaïs Thibaud de la Mission locale de La Rochelle, des candidats rochelais peuvent encore faire valoir leur candidature. Par ailleurs, les partenaires du projet collaborent actuellement sur la possibilité que la Mission locale accompagne, dès le printemps 2014, des candidats prêts à occuper un emploi dans notre région afin de les aider dans leur installation.

## Réforme de l'assurance-emploi

Au printemps 2013, la Conférence régionale a expédié une lettre au premier ministre du Canada et à la ministre des Ressources humaines et de Développement des compétences Canada afin de leur transmettre nos commentaires relatifs la réforme de l'assurance-emploi. La correspondance soulignait les impacts négatifs importants pouvant affecter les petites collectivités aux prises avec un problème récurrent de pénurie de la main-d'œuvre, surtout dans les domaines où le travail saisonnier est important. Une modulation de la législation était donc demandée, basée sur le principe d'un ajustement aux réalités des territoires.

## Commission nationale d'examen de l'assurance-emploi

Dans le cadre de la Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi, la Conférence régionale a déposé à l'automne 2013 un mémoire faisant état de différentes préoccupations propres à l'Abitibi-Témiscamingue et cernées à la suite d'une rapide démarche de consultation. Les éléments défendus par la Conférence régionale ont notamment porté sur le fait que la décision du gouvernement fédéral de revoir les règles de l'assurance-emploi touche grandement une région comme l'Abitibi-Témiscamingue, dont l'économie est basée sur les ressources naturelles et qui couvre un très vaste territoire.



Développer et assurer la connaissance des outils, des services et des applications possibles concernant les TIC afin de déterminer les perspectives de développement.

Assurer la mise en œuvre de la phase II du projet à large bande.

Travailler à améliorer la couverture permettant une meilleure réception du signal de téléphonie cellulaire sur l'ensemble du territoire régional.

Favoriser la concertation et la mobilisation des actrices et acteurs œuvrant à l'internationalisation en Abitibi-Témiscamingue.

Renforcer et organiser la présence des actrices et acteurs ainsi que des organismes régionaux sur la scène internationale (ou dans les réseaux internationaux).

## Les technologies de l'information et des communications (TIC)

### Plan d'aménagement numérique

La Conférence régionale chapeautait jusqu'à récemment un comité d'aménagement numérique, mais faute de disponibilité, peu de temps a été consacré au dossier. Un projet de collaboration visant la mise en place d'un plan numérique pour la région a été amorcé avec le Groupe de l'infrastructure régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (GIRAT). Le projet a été soumis pour décision aux membres du conseil d'administration. Il a été approuvé en février 2014. L'embauche d'un directeur général pour le GIRAT, fruit d'un partenariat financier avec la Conférence régionale, a été annoncée en mars 2014.



Gestion de l'infrastructure  
régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

## L'internationalisation

### 48° Nord international

Cette année, l'entente liant la Conférence régionale à 48° Nord international s'est poursuivie. L'organisme a donc continué sur sa lancée grâce, notamment, à cette contribution financière.

## L'innovation, la recherche et le développement

### Laboratoire de biomatériaux de l'UQAT

L'UQAT a souligné le travail des acteurs et partenaires impliqués dans le projet de Laboratoire de biomatériaux à La Sarre en septembre 2013. Ce projet est le fruit de plusieurs partenariats, dont celui avec la Conférence régionale. Le laboratoire dispose des plus récentes technologies. Son personnel est très qualifié et son rayonnement s'étend aux scènes nationale et internationale.



### Financement de la recherche à l'UQAT

La Conférence régionale a accepté la programmation de recherche 2013-2014 présentée par l'UQAT à la suite d'une recommandation formulée par le comité d'analyse. Ainsi, une somme de 200 000 \$ lui a été versée à partir du budget 2012-2013 du FDR.

### Fonds de travailleurs

En avril 2013, la Conférence régionale a manifesté au premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, ainsi qu'au ministre fédéral des finances, M. Jim Flaherty, son mécontentement quant à l'intention d'abolir graduellement le crédit d'impôt associé au Fonds de travailleurs. La position défendue était à l'effet que ces fonds contribuent au développement socioéconomique du Québec et du Canada ainsi qu'au développement de l'innovation et d'une expertise ici et exportable ailleurs dans le monde. La Conférence régionale a demandé aux députés fédéraux et provinciaux de la région d'interpeller le gouvernement fédéral afin qu'il maintienne les dispositions en vigueur ou qu'il prévoit de les remplacer par d'autres structures adaptées aux réalités du développement socioéconomique des régions du Québec.

Assurer le développement et la présence des infrastructures et des organismes liés à la recherche, au développement et à l'innovation.

Développer une culture forte de l'innovation dans la région.

Soutenir la mise en place d'un système d'innovation propre à l'Abitibi-Témiscamingue.

Accroître le maillage entre les entreprises et les établissements de formation, de recherche et de transfert technologique.

Appuyer les entreprises dans leurs activités favorisant le développement des compétences managériales qui permettent une gestion stratégique de l'innovation.

# UNE RÉGION Saine ET RESPONSABLE, SOUCIEUSE DE SON MILIEU NATUREL

Assurer une meilleure  
connaissance de  
l'environnement naturel  
régional.

Protéger, restaurer et mettre  
en valeur l'environnement  
physique et naturel de la  
région afin de maintenir  
et d'améliorer la santé, la  
sécurité et le bien-être  
des personnes.

Favoriser la gestion intégrée  
de l'eau par bassin versant.

Soutenir les initiatives  
permettant de réduire les  
émissions de gaz à effet  
de serre.



## La protection et l'amélioration de l'environnement naturel

### Filières des énergies vertes

Une mission organisée par la SADC d'Abitibi-Ouest a permis de visiter les régions du Mené et de Nantes en France afin de valider les choix de filières à développer en vue d'atteindre une plus grande autonomie énergétique du territoire. La Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) a participé au financement de cette mission.

### Écologie boréale

La Conférence régionale a appuyé le projet de programme de maîtrise en écologie boréale en développement à l'UQAT dans une correspondance expédiée à M. Louis Imbeau, professeur-chercheur, en mars 2014. Ce programme permettra de disposer de ressources pouvant répondre aux préoccupations de plusieurs entreprises et organisations de la région engagées dans une démarche de développement durable.

### Lac Kipawa

Le plan de gestion concerté du lac Kipawa est complété. Il a permis de définir une vocation pour le lac ainsi que de nombreux enjeux, objectifs et actions. Le milieu a choisi de régler les problèmes environnementaux et fauniques avant de lever le moratoire sur le développement foncier. Le plan doit être approuvé par la MRC de Témiscamingue et par le ministère des Ressources naturelles (MRN).

### Commission sur les enjeux énergétiques du Québec

Au cours des dernières années, la Conférence régionale, par sa CRRNT, a collaboré à une démarche de concertation sur l'énergie en partenariat avec le Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue et le comité de la filière Biomasse de la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) d'Abitibi-Ouest. Cela a permis de produire des portraits énergétiques, un rapport sur les choix des filières pour l'Abitibi-Ouest et la tenue d'un forum régional sur l'énergie. Ces activités ont contribué à la production d'un mémoire transmis à la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec à l'automne 2013. La Conférence régionale a notamment rappelé au gouvernement l'importance d'adapter sa politique énergétique et sa mise en œuvre aux réalités et particularités régionales. Le mémoire peut être consulté [en ligne \(www.conferenceregionale.ca\)](http://www.conferenceregionale.ca), onglet Les publications).

### Engagés au fil de l'eau

Le projet « Engagés au fil de l'eau », amorcé par le FJAT et qui implique plusieurs organismes en environnement, fait son chemin. Depuis l'automne 2013, 50 adultes ont été formés, 333 jeunes provenant de trois établissements scolaires ont été sensibilisés dans le cadre d'une activité « J'adopte un cours d'eau » et près de 1 000 personnes ont été touchées par l'une ou l'autre des activités. Le programme permet aux jeunes de mieux connaître et de protéger un cours d'eau près de chez eux. Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda), l'école secondaire Le Tremplin (5<sup>e</sup> secondaire, Malartic), ainsi que les écoles Saint-Isidore de Laverlochère et Notre-Dame-de-Liesse de Saint-Eugène-de-Guigues (4<sup>e</sup> à 6<sup>e</sup> année et adaptation scolaire) ont respectivement étudié les rivières Dufault et Fournière et le ruisseau Cameron. Pour l'hiver 2014, quatre autres établissements devaient vivre l'expérience de l'apprentissage des sciences à travers le projet. Deux actions d'envergure locales sont nées de ces activités : un montage vidéo destiné à la sensibilisation ainsi que la récupération de piles usagées, ce qui prouve que ce projet suscite un réel engouement!

# UNE RÉGION PROSPÈRE, UNE ÉCONOMIE BASÉE SUR LA MATIÈRE GRISE

## L'entrepreneuriat

### Fonds d'adaptation et de diversification économique du Témiscamingue

La Conférence régionale a poursuivi sa contribution au Fonds d'adaptation et de diversification économique du Témiscamingue (FADET) avec ses partenaires, la MRC de Témiscamingue et la Société de développement du Témiscamingue (SDT). En décembre 2013, la Conférence régionale a accepté de prolonger l'entente spécifique relative à ce fonds, permettant du coup de rendre disponibles des montants déjà versés pour d'autres projets répondant aux besoins particuliers à ce territoire pour une année additionnelle à ce qui était prévu à l'origine.

### Mentorat, culture et relève entrepreneuriale

Dans le cadre de la dernière année de l'entente portant sur le soutien et le développement de la culture entrepreneuriale, des activités de mentorat et de relève entrepreneuriale, une correspondance a été adressée aux partenaires territoriaux (carrefours jeunesse emploi [CJE], sociétés d'aide au développement des collectivités [SADC] et centres locaux de développement [CLD]) en avril 2013. La Conférence régionale leur a alors demandé de donner priorité aux projets pouvant engendrer une participation maximale d'acteurs clés et leur a signifié le type de dépenses désormais acceptées.

La Conférence régionale a par ailleurs autorisé le renouvellement de l'entente portant sur le soutien et le développement de la culture entrepreneuriale en décembre 2013. Ainsi, un montant de 55 000 \$ a été réservé sur une base annuelle à même le FDR pour deux ans. Le Forum jeunesse a également choisi de poursuivre son investissement dans cette entente.

### Université de l'entrepreneur

La Société de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue (STAT) et le service de la formation continue de l'UQAT ont lancé au printemps 2013 un nouveau programme de formation, L'Université de l'entrepreneur. Ce programme offre un lieu d'échanges et de soutien aux entrepreneurs de la région dans le cadre du développement de leur projet d'affaires. La Conférence régionale y est associée à titre de partenaire financier par l'entremise du FDR. En décembre dernier, l'UQAT annonçait qu'une dizaine d'entrepreneurs de la région obtenaient la toute première attestation émise par son service.

### Écoles entrepreneuriales

Le projet d'implantation d'une école entrepreneuriale et environnementale en Abitibi-Témiscamingue a fait l'objet de l'appui de la Conférence régionale. L'organisme agit désormais comme fiduciaire du Réseau québécois des écoles entrepreneuriales et environnementales dans ce projet.

### Femmes entrepreneures

La Conférence régionale a contribué au souper-conférence soulignant le 10<sup>e</sup> anniversaire de Femmessor Abitibi-Témiscamingue. L'activité a connu un franc succès, notamment grâce à la conférence prononcée par Mme Cora Mussely Tsouflidou, fondatrice des célèbres restaurants Cora.

Assurer le développement d'une culture entrepreneuriale forte en Abitibi-Témiscamingue.

Doter les entrepreneures et entrepreneurs ainsi que les entreprises de moyens permettant la mise en œuvre de leur projet d'affaires.

Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements.

Soutenir les initiatives permettant de maximiser les retombées régionales, sociales et économiques des projets majeurs.

## Le soutien et le développement de l'emploi

### Insertion socioprofessionnelle

La Conférence régionale a donné son appui au projet Centre d'interprétation Becs et Jardins en octobre 2013. L'organisme a ainsi signifié son intérêt quant à une nouvelle prolongation du programme Connexion compétences de Services Canada.

## La maximisation des retombées économiques

### Nouvel établissement de détention à Amos

Par l'entremise du Comité de maximisation des retombées économiques des projets majeurs de l'Abitibi-Témiscamingue (ComaxAT), la Conférence régionale a invité les entrepreneurs de la région à participer à la visite, en décembre 2013, des soumissionnaires responsables de la construction du nouvel établissement de détention à Amos. L'objectif était de faire valoir leur position de compétitivité compte tenu de leur proximité et de leur expertise, ainsi que de la disponibilité de la main-d'œuvre locale. Il était également essentiel que les donneurs d'ordres connaissent la capacité de l'offre des entreprises de la région.

### Retombées économiques régionales

Bénéficier des retombées économiques régionales des projets exige un travail minutieux et une préparation rigoureuse. Le ComaxAT a donc organisé, en collaboration avec Emploi-Québec et Hydro-Québec, une conférence s'adressant aux entreprises et organismes afin de les aider à déposer des soumissions intéressantes pour les donneurs d'ordres. La conférence « Les retombées économiques régionales : de la volonté au savoir-faire » a été présentée dans les cinq pôles urbains de la région en novembre dernier. Cette tournée a donc permis de sensibiliser les gens d'affaires quant aux opportunités qui se présentent à eux avec les projets qui s'amorcent, grands et petits. Divers outils devant permettre aux entreprises de la région d'obtenir des contrats ont ainsi été présentés. Rappelons que le ComaxAT contribue au développement de liens entre les entreprises d'ici et les donneurs d'ordres désireux de réaliser des contrats d'envergure.

### ComaxAT

En cours d'année, quelques rencontres ont eu lieu afin de faire le point sur le dossier du partenariat entourant le ComaxAT. Depuis la création de l'Administration régionale Baie-James, nouvelle instance qui remplace la Conférence régionale des élus de la Baie-James (CRÉBJ), et le départ de M. Guy Bourgeois, l'agent de chantier responsable de ce dossier, la participation financière de la Conférence régionale à la poursuite de l'entente a été soulevée. Pour le moment, la présence de Mme Annie Boivin permet d'assurer un suivi au dossier.

## Les alliances stratégiques

### Secrétariat aux affaires nordiques

À la suite de la décision du gouvernement du Québec de localiser le Secrétariat aux affaires nordiques à Québec, la Conférence régionale a fait part de ses préoccupations à la ministre des Ressources naturelles, Mme Martine Ouellet, au moyen d'une correspondance qui lui a été expédiée en juin 2013. Il a été souligné à ce propos que les décisions ayant un impact majeur sur le développement des communautés nordiques doivent être prises près de ces dernières, par ou pour les personnes qui y résident. L'implantation du Secrétariat à Québec semble être en contradiction avec les approches gouvernementales de décentralisation et de maintien de la vitalité et de l'occupation du territoire.

### Développement du Nord québécois

La Conférence régionale s'est réjouie des grandes orientations dévoilées au début du mois de mai 2013 par le gouvernement du Québec devant guider le développement du Nord québécois. On se souviendra que le gouvernement s'était alors engagé à poursuivre le développement nordique. Les enjeux du dossier pour les régions nordiques et pour l'Abitibi-Témiscamingue sont majeurs. Beaucoup de travail de concertation avait été fait, mais la Conférence régionale souhaitait que des gestes concrets soient posés afin que les efforts investis antérieurement portent des fruits.

### Secrétariat aux alliances économiques

Pour une 11<sup>e</sup> année, la Conférence régionale a poursuivi sa collaboration financière aux activités du Secrétariat aux alliances économiques Nation Crie Abitibi-Témiscamingue. Ce dernier a notamment organisé la 11<sup>e</sup> journée de maillage, qui a regroupé environ 200 personnes à Val-d'Or en novembre 2013. Cette activité majeure regroupe des gens d'affaires d'ici et du Nord-du-Québec. L'objectif est d'établir des relations et des contacts afin de collaborer éventuellement sur des projets d'affaires communs.

## La stratégie de soutien à la commercialisation

### Focus stratégie

Le projet Focus stratégie découle du projet nommé à l'origine Innovaxion. La démarche a été allégée et les impacts du projet sur les entreprises sont indéniables. Puisque la Société de développement du Témiscamingue (SDT) souhaitait structurer un cinquième groupe à l'automne 2013, la Conférence régionale a alloué une somme maximale de 21 500 \$, compte tenu de l'importance pour les entreprises de se doter d'une planification stratégique et d'accroître l'innovation et la commercialisation. Une correspondance aux organismes territoriaux pouvant développer ce type de démarche a également été acheminée afin de mentionner que la Conférence régionale pouvait être partenaire d'une démarche Focus stratégie, selon les mêmes conditions établies pour la MRC de Témiscamingue.

Développer et favoriser le transfert d'expertises complémentaires en concertation avec la région Nord-du-Québec.

Entretenir et développer des liens et des partenariats stratégiques entre les deux régions.

Créer les conditions favorables pour le développement de partenariats entre la région et le Nord-du-Québec.

Soutenir les initiatives permettant le développement d'une culture de commercialisation.

Soutenir les initiatives de développement et de diversification des marchés pour les produits et services des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue.

Valoriser auprès de la population régionale les atouts et les potentiels de l'Abitibi-Témiscamingue.

Développer un tourisme durable et authentique pour les touristes, mais d'abord pour les citoyennes et citoyens.

Intensifier les efforts visant l'amélioration de la qualité de l'offre dans le but d'augmenter la satisfaction de la clientèle.

Augmenter le pouvoir d'attraction de la région en priorisant la consolidation et le développement des produits d'appel.

Se doter d'un positionnement touristique régional rassembleur.

Promouvoir les produits d'appel régionaux.

Mieux structurer l'offre de produits touristiques de façon à ce qu'ils soient faciles à commercialiser et plus attractifs.

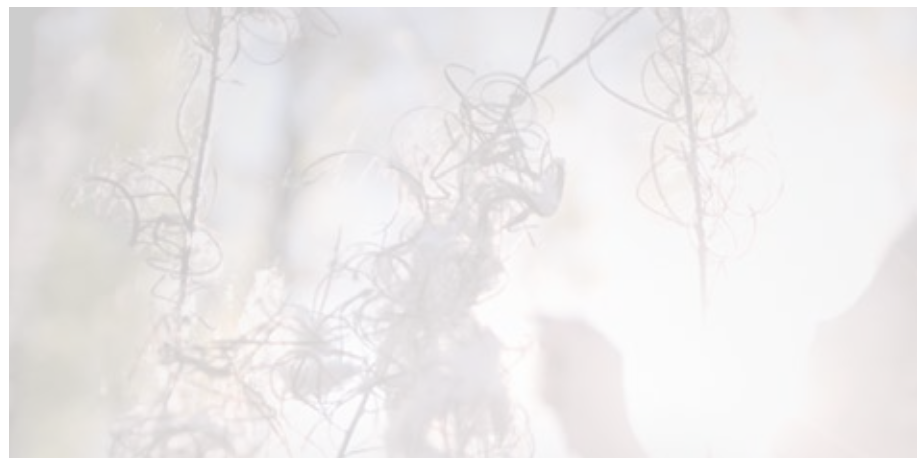
## Le tourisme

### Entente en tourisme

Le dossier du renouvellement pour 2013-2014 de l'entente spécifique en tourisme avec Tourisme Abitibi-Témiscamingue a fait l'objet de plusieurs échanges en cours d'année. Puisque la programmation des activités et les prévisions budgétaires ont été complétées, une contribution de 75 000 \$ a été autorisée en janvier 2014.

### CULTURAT

CULTURAT est une initiative de Tourisme Abitibi-Témiscamingue, du Conseil de la culture et de la Conférence régionale. En décembre 2013, le nouveau site Web de CULTURAT et la vidéo promotionnelle associée à la démarche ont été lancés. Ces outils dressent la table pour les gens qui visiteront la région en 2015. Ils permettront à la population et aux organisations d'ici de s'approprier la démarche et de se mobiliser en faveur du tourisme culturel en Abitibi-Témiscamingue. Chacun pourra déployer à sa façon ses charmes pour séduire « la visite » et faire en sorte que les perceptions par rapport à la région soient désormais positives et liées à nos réalités.



## Le réseau routier

### Investissements routiers dans la région

En mai 2013, le directeur régional du ministère des Transports (MTQ), M. Yves Coutu, est venu présenter aux membres du conseil d'administration la liste des travaux prévus dans le cadre de la programmation 2013-2015 du MTQ. À la mi-parcours de cette programmation bisannuelle, une nouvelle rencontre a eu lieu en février 2014 afin de faire connaître l'avancement des projets prioritaires du MTQ et d'échanger notamment sur le dossier de la sécurité routière en condition hivernale sur la route 117.

Maintenir et développer les infrastructures de transport sur le territoire.

## La desserte aérienne régionale

### Comité national de concertation sur le transport aérien

En juin 2013, la Conférence régionale s'est adressée au ministre des Transports, M. Sylvain Gaudreault, afin de lui rappeler l'importance d'assurer l'accessibilité aux pistes des petits aéroports régionaux, la remise en état de leurs infrastructures aéroportuaires et le développement de leurs services par un financement adéquat. Cette correspondance avait pour but de lui demander de convier les parties prenantes à une rencontre pour discuter des enjeux soulevés.

Assurer une représentation des intérêts régionaux auprès des gouvernements et des compagnies aériennes.

## Le transport ferroviaire

### Via Rail Canada

En septembre 2013, la Conférence régionale a transmis à Via Rail Canada une correspondance à la suite de l'annonce de son intention de cesser d'offrir des services dans la presque totalité de ses gares. Bien que la gare de Senneterre ne soit pas affectée par cette décision, la Conférence régionale a demandé une rencontre avec l'entreprise afin de connaître ses projets de développement au cours des prochaines années.

Assurer une représentation des intérêts régionaux auprès des gouvernements et de l'entreprise ferroviaire.

Évaluer la possibilité d'augmenter de façon importante l'utilisation du chemin de fer, principalement pour le transport de marchandises lourdes, et les avantages qui en résulteraient en réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que sur les plans économique et social.

Développer de nouveaux modes de concertation des actrices et acteurs pour assurer le développement harmonieux sur le territoire.

## Les usages multiples du territoire

### Programme de développement régional et forestier

La mise en place du Programme de développement régional et forestier (PDRF) a été froidement accueillie en juillet 2013. Ce programme en remplace deux autres, à savoir le Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée (PAIR) et le Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier, Volet II. Mentionnons que ce nouveau programme est arrivé avec une coupe de 1 M\$, ce qui correspond au tiers des fonds auparavant destinés à la région par les programmes antérieurs. De plus, même s'il permet de soutenir la concertation régionale pour l'ensemble des ressources naturelles, ce nouveau programme limite le financement de projets forestiers, ce qui contraint la Conférence régionale à chercher d'autres sources de financement pour les projets miniers, fauniques ainsi que ceux associés à l'eau.

### Gestion intégrée des ressources et du territoire

L'entente de partenariat concernant la mise sur pied et le fonctionnement des Tables de gestion intégrée des ressources et du territoire (TGIRT) est venue à échéance au printemps 2013. Son renouvellement était notamment tributaire de l'obtention de fonds en provenance du Programme sur l'approche intégrée et régionalisée (PAIR) du MRN. Le flottement qui a perduré autour du financement de ces tables a créé plusieurs insatisfactions et incertitudes et a forcé la Conférence régionale à demander aux MRC de suspendre toute activité pouvant engendrer des coûts après le 31 mars 2013. Après une évaluation du mode de fonctionnement, il a été convenu à l'hiver 2014 de demander à la ministre de confier aux MRC la responsabilité totale de ce dossier.

### Chemins multiusages

La Conférence régionale a rendu disponible sur son site Web l'étude réalisée par Del Degan ([www.conferenceregionale.ca](http://www.conferenceregionale.ca), onglet Les publications), Massé touchant les hypothèses de financement du réseau des chemins multiusages à l'intention du travail de réflexion des CRRNT. Ce rapport visait à élaborer des pistes de réflexion touchant les hypothèses de financement pour l'entretien et la réfection de ces chemins sur les terres du domaine de l'État. L'objectif était de fournir aux régions administratives du Québec un argumentaire touchant les avantages, les désavantages et les possibilités d'appliquer différentes hypothèses de financement. La réalisation de l'étude constitue une action de mise en œuvre du plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT). Elle est le fruit d'une démarche commune de neuf CRÉ, sous le leadership de l'Abitibi-Témiscamingue.

Un deuxième chantier de travail a été effectué par la CRRNT, touchant cette fois la priorisation du réseau de chemins multiusages en Abitibi-Témiscamingue. Le résultat de ces travaux est davantage une démarche visant à faire une priorisation du réseau à une échelle régionale dans une approche collaborative et structurée. Ce nouvel outil d'aide à la décision permet non seulement de reproduire la démarche grâce à un procédurier, mais aussi de comprendre l'environnement de travail de ce dossier fort complexe.



## Forum sur les ressources naturelles et le territoire public

En mai 2013 avait lieu le Forum sur les ressources naturelles et le territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue. Cette activité a permis de prendre connaissance du bilan des réalisations de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) au cours des cinq années précédentes. Les priorités d'actions pour les trois prochaines années ainsi que l'élaboration de la stratégie d'intensification de la production ligneuse de la région ont également été discutées. Les actes du Forum et le résumé touchant l'appréciation du Forum sont en ligne sur le site [Web de la CRRNT \(www.conferenceregionale.ca\)](http://www.conferenceregionale.ca), onglet Les commissions et comités).



## Les ressources hydriques souterraines

### Réseau québécois sur les eaux souterraines

La Conférence régionale a signifié son appui en février 2014 au Réseau québécois sur les eaux souterraines dans le cadre de sa demande de financement au Programme de soutien à la valorisation et au transfert du gouvernement du Québec afin de tester et de mettre en œuvre une stratégie de transfert des connaissances hydrogéologiques issues des projets du Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines (PACES).

### Eau souterraine

À la fin 2012, la CRRNT donnait le feu vert à un important projet lié au PACES. Tout au long de l'année 2013, le projet « Recherche sur les impacts de l'exploitation des ressources naturelles et des dépôts en tranchée sur l'eau souterraine des eskers et moraines de l'Abitibi-Témiscamingue » a permis l'acquisition de connaissances. Ce projet est pertinent pour plusieurs partenaires et organismes de la région puisqu'il documente les incidences potentielles des activités humaines sur l'eau emmagasinée dans les eskers et moraines. Les thèmes ciblés sont les aires d'accumulation de résidus miniers, l'exploitation forestière, les sablières/gravières et les dépôts en tranchée. Deux objectifs spécifiques s'y rattachent : l'établissement du portrait des connaissances à l'échelle régionale et la définition d'indices permettant d'évaluer la précarité de la ressource ainsi que la pression exercée sur cette dernière par les activités.

Assurer la protection et la pérennité de la ressource hydrique souterraine.

Favoriser le développement d'activités économiques durables qui misent sur l'eau souterraine provenant des eskers.



Viser une économie centrée sur les produits à haute valeur ajoutée.

Doter l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec d'une stratégie concertée permettant le développement de la transformation du bois dans les deux régions.

Adopter une philosophie axée sur la sylviculture et l'augmentation de la productivité.

Considérer l'environnement comme une richesse.

Encourager une foresterie de proximité.

Développer une foresterie qui tient compte de l'ensemble des utilisatrices et utilisateurs.

Viser une foresterie responsable, imputable et rentable.

## Les ressources forestières

### Aire d'intensification de la production ligneuse

En décembre 2013 était déposée la proposition d'aires d'intensification de la production ligneuse (AIPL) pour la région à la ministre Ouellet. Cette proposition constitue une réalisation concrète du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) et elle est le fruit d'un long processus de concertation supervisé par la CRRNT.

### Charte du bois

L'utilisation accrue du bois dans la construction a été une bonne nouvelle saluée en mai 2013. La Conférence régionale était heureuse de l'annonce faite par la ministre des Ressources naturelles et sa collègue au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cette annonce était l'aboutissement de cinq années d'efforts collectifs menés sous le leadership du Bureau de promotion des produits du bois (Q-Web) auquel participe la Conférence régionale dans son Groupe Régions. Les actions régionales ont été orchestrées par l'Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue, qui a soutenu le travail d'un démarcheur voué à la promotion et à l'utilisation du bois dans la construction dans la région et dans celle du Nord-du-Québec et qui a préparé un [répertoire régional des produits du bois](http://www.produitsdubois.ca) ([www.produitsdubois.ca](http://www.produitsdubois.ca) sous l'onglet « Abitibi-Témiscamingue »).

### Stratégie d'intensification de la production ligneuse

Le projet de stratégie d'intensification de la production ligneuse s'est transformé en cours de route en une étude d'analyse de la rentabilité économique des scénarios d'intensification sylvicole en plantation résineuse. La recherche a permis de fournir des critères pour le déploiement d'une éventuelle stratégie de production de bois dans la région.

### Commonwealth Plywood

À l'automne 2013, la Conférence régionale a fait parvenir une lettre à la ministre des Ressources naturelles, Mme Martine Ouellet, afin de donner suite à sa demande d'avis sur le projet de Commonwealth Plywood ltée de transférer le volume de bouleaux attribué pour l'usine de déroulage située à Kipawa vers celle de Belleterre.

Afin de fournir cet avis, la Conférence régionale a organisé une rencontre avec les maires des municipalités concernées, le préfet de la MRC de Témiscamingue et le directeur de la Société de développement du Témiscamingue. La Direction générale régionale des Ressources naturelles et le bureau du député de Rouyn-Noranda/Témiscamingue et adjoint parlementaire à la ministre du Travail, M. Gilles Chapadeau, y ont également participé. C'est à partir des discussions et des rares renseignements provenant de la compagnie que l'avis régional a été transmis à la ministre. M. Yves-François Blanchet, ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), ainsi que Mme Agnès Maltais, ministre du Travail, ont également été contactés à propos de ce dossier. Une demande a par ailleurs été déposée à M. Gilles Chapadeau pour qu'il offre un accompagnement aux intervenants du milieu sur les questions de la contamination du site et du droit des travailleurs.

## Travaux sylvicoles

Au printemps 2013, la Conférence régionale a accueilli avec plaisir l'annonce, par la ministre des Ressources naturelles, de la bonification du budget directement accordé aux entreprises sylvicoles. La Conférence régionale a également invité le gouvernement à accentuer ses efforts en vue d'accroître ces investissements dans le futur.

## Étude sur la chaîne de valeur

La Conférence régionale a rendu disponible sur son [site Web](http://www.conferenceregionale.ca) l'étude *Analyse de la chaîne de valeur pour accompagner la transformation du tissu industriel forestier de l'Abitibi-Témiscamingue*, réalisée par Del Degan, Massé ([www.conferenceregionale.ca](http://www.conferenceregionale.ca), onglet Les publications). Cette étude s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT). Les principaux résultats convient les intervenants régionaux à faire évoluer le tissu industriel forestier. L'étude a été motivée par les effets de la crise forestière et par la volonté des acteurs de la région de diversifier la filière forestière.

Plusieurs recommandations de cette recherche permettent une mise à jour des opportunités de création de valeur ou d'opportunités d'affaires. La Conférence régionale contribue à en faire la promotion et certaines recommandations font l'objet d'activités spécifiques. L'approche concertée de mise en place de centres de valorisation de la fibre en Abitibi-Témiscamingue est l'une des recommandations de cette étude. La Conférence régionale a animé un comité de travail sur la mise en place de centres de valorisation de la fibre et l'élaboration d'un plan d'action est en cours.

## Rendez-vous national de la forêt québécoise

En prévision du Rendez-vous national de la forêt québécoise, la Conférence régionale a fait parvenir en novembre 2013 à la ministre des Ressources naturelles ses positions quant aux enjeux forestiers régionaux. L'objectif était de sensibiliser par rapport à la sylviculture, à la gestion du réseau de chemins multiusages, aux activités de recherche et de développement ainsi qu'à l'accompagnement des entreprises de première transformation et aux activités de concertation associées à la CRRNT.

Au lendemain de l'activité, la Conférence régionale a salué l'écoute et l'engagement du gouvernement envers le développement des régions forestières. Une demande a été faite au gouvernement afin de soutenir les initiatives des acteurs forestiers de la région qui œuvrent déjà en concertation. La Conférence régionale est heureuse de constater que le plan d'action et les engagements gouvernementaux permettront de poursuivre les efforts de développement pour la région.

## Centres de valorisation de la fibre

À l'initiative de quelques communautés, un comité de travail a été mis en place afin d'évaluer la possibilité de mettre en place des centres de valorisation de la fibre. La Conférence régionale est en lien avec le Centre de recherche industriel du Québec (CRIQ), qui a élaboré un concept de centre de valorisation et qui a accompagné d'autres régions dans l'établissement de tels centres. Un plan de travail est en élaboration.



## Forestier en chef

Au printemps 2013, le Forestier en chef du Québec a mené une revue externe du calcul des possibilités forestières. La Conférence régionale, sur la base des travaux de la Table Forêt de la CRRNT, a émis une série de questions et de commentaires portant sur le fameux calcul. L'annonce d'une augmentation de 17 % de la possibilité forestière, toutes essences confondues, est une bonne nouvelle pour l'Abitibi-Témiscamingue puisqu'elle traduit un retournement de la tendance baissière observée depuis 2005. Presque inespéré, ce résultat s'explique entre autres par la nouvelle méthode qui utilise des unités de calcul plus grandes, qui favorise une plus grande normalisation par la réduction des grandes fluctuations et des écarts importants, mais également par l'atténuation des effets du principe de précaution qui limitait significativement jusqu'à maintenant la possibilité forestière. Malgré un optimisme que l'on pourrait qualifier de modéré, les intervenants de l'industrie forestière continuent à soulever certaines inquiétudes, notamment en lien avec la source des augmentations.



## Le Couvert Boréal

La Conférence régionale a de nouveau collaboré à la diffusion de quatre articles dans la revue *Le Couvert Boréal*, ce qui favorise la mise en circulation de textes variés touchant diverses thématiques. Les articles rédigés cette année ont traité du lac Kipawa, de l'entente de mobilité de la main-d'œuvre de VAT relative aux possibilités de recrutement pour l'industrie forestière, du portrait énergétique d'Abitibi-Ouest ainsi que des jeunes prenant part au projet « Au fil de l'eau ».

## Système de construction Innovations Solutions Applications (SCISA)

Au printemps 2013, la Conférence régionale a assuré la poursuite de la gouvernance du créneau d'excellence Système de construction en bois par le prolongement du soutien financier pour l'année 2013-2014. Ce prolongement confirme ainsi l'engagement historique à l'égard du créneau, compte tenu de la contribution de l'organisme à la transformation du modèle industriel forestier régional et son objectif de faire de la région un centre d'excellence nord-américain pour la construction à ossature en bois.

## Forêt-UQAT

En novembre 2013, la Conférence régionale a manifesté son appui à la mise en place de la Coopérative de solidarité en recherche et développement forestier de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.

## L'agroalimentaire

### Centre de développement du bovin de boucherie

À l'automne 2013, une lettre a été adressée au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. François Gendron, afin de le sensibiliser à l'importance du financement nécessaire à la mise en place d'un centre de développement du bovin de boucherie du Québec. Ce dossier a fait l'objet de nombreux efforts du côté de l'équipe du créneau d'excellence ACCORD Agriculture nordique axée sur la production bovine et de l'Unité de recherche et de développement en agroalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue (URDAAT) afin que le Québec se dote d'un outil favorisant l'implantation de meilleures pratiques d'affaires et d'innovation dans l'industrie bovine. Des demandes d'appui ont aussi été acheminées aux conférences régionales des élus du Québec. Ce projet a évolué en cours d'année et la Conférence régionale a donné son appui au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue en février 2014 pour créer un centre collégial de transfert technologique.

### Normes d'abattage

La Conférence régionale étant soucieuse de l'harmonisation des normes d'abattage d'animaux entre le Québec et l'Ontario, une correspondance a été adressée en octobre 2013 à M. François Gendron, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. La Conférence régionale y exprimait sa satisfaction quant à l'amorce des échanges avec ses voisins afin d'y arriver ainsi que son intérêt afin que les échanges se soldent par une entente de collaboration dans les meilleurs délais.

### Mission en Suède

Grâce au Volet 4 du Programme régional de soutien au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire, la Conférence régionale a contribué à la tenue d'une mission exploratoire en Suède pour les petits fruits. Rappelons que ce volet touche le développement d'un modèle d'affaires pour la mise en marché de produits différenciés. La mission s'est déroulée en février 2014. Pour l'occasion, sept entreprises de la région étaient accompagnées de l'organisme 48<sup>e</sup> Nord international. M. Bernard Flébus, maire de Ville-Marie et membre du conseil d'administration de la Conférence régionale, a pu faire connaître ses impressions des visites réalisées grâce à des entrevues données lors de l'émission matinale régionale d'ICI Première, la radio de Radio-Canada.

### Cellule innovante en production bovine

En décembre 2013, une résolution a été adoptée afin de prolonger l'entente touchant les cellules innovantes jusqu'au 30 septembre 2014 en utilisant exclusivement les fonds déjà accordés en juin 2011 pour financer le projet. À ce jour, plusieurs entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont adhéré à la démarche et ont pu obtenir du soutien financier.

### Plan de développement de la zone agricole d'Abitibi

En août 2013, une lettre d'appui a été transmise à la MRC d'Abitibi pour la préparation d'un plan de développement de sa zone agricole.

Améliorer et consolider la filière des productions de base (lait, bœuf, agneau-mouton).

Favoriser le développement d'une filière bovine à valeur ajoutée basée sur la valorisation de la biomasse végétale, notamment les fourrages.

Soutenir le virage agroenvironnemental.

Assurer une formation répondant aux besoins du milieu.

Soutenir et valoriser la relève agricole.

Soutenir et accroître la commercialisation des produits régionaux.

Développer la transformation des produits agroalimentaires de la région.



## Volet 4

Les membres du conseil d'administration ont adopté divers projets inscrits au Volet 4 de l'Entente spécifique sur le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour la région. Le tableau qui suit présente l'ensemble des projets acceptés au cours de l'année.

### LISTE DES PROJETS ACCEPTÉS EN 2013-2014

PROMOTEUR	DESCRIPTION DU PROJET	AIDE FINANCIÈRE
LE FROMAGE AU VILLAGE AU NOM DU COLLECTIF DE DÉVELOPPEMENT AGROALIMENTAIRE	AGENT DE PRÉCOMMERCIALISATION	100 000 \$
MIEL ABITÉMIS	DÉVELOPPEMENT D'UN MÉDIA (OUTIL) DE DISTRIBUTION POUR LES PRODUITS D'AGROTRANSFORMATEURS DE LA RÉGION POUR LE NORD-EST ONTARIEN	49 562 \$
FERME NORD-VIE INC.	MISSION EN SUÈDE PORTANT SUR LES PETITS FRUITS	11 049 \$
	TOTAL	160 611 \$

## Drainage agricole

À la suite de l'annonce concernant le lancement d'un nouveau programme de soutien au drainage des terres en avril 2013, la Conférence régionale a exprimé sa satisfaction par voie de communiqué. Cette annonce était d'autant plus réjouissante qu'elle suivait le dépôt d'une recherche touchant les besoins régionaux en la matière et qu'elle constitue une reconnaissance quant à l'avenir de l'agriculture en Abitibi-Témiscamingue.

## Salon international de l'alimentation

Compte tenu de l'importance et de la pertinence pour des promoteurs du Salon international de l'alimentation (SIAL) Canada qui s'est déroulé en mai 2013, la Conférence régionale a financé une partie des dépenses des participants de l'Abitibi-Témiscamingue, en collaboration avec le Fonds d'adaptation et de diversification économique du Témiscamingue (FADET).

## Positionnement des aliments québécois

Puisque le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) vise un positionnement des aliments québécois dans les institutions de la province, un projet de partenariat a été déposé à la Conférence régionale. Les échanges vont se poursuivre afin d'établir un plan d'action pour la région, qui tiendra compte des autres projets similaires qui sont déjà en cours d'élaboration.

## Les ressources fauniques

### Caribou forestier

Au printemps 2013, une correspondance a été expédiée à la sous-ministre associée de Faune Québec, Mme Nathalie Camden, concernant un projet de capture et de garde en enclos des femelles gestantes pour la période hivernale et suivant la mise bas. La Conférence régionale y dénonçait la décision de ne pas émettre le certificat de bons soins nécessaire à la réalisation de l'opération, ce qui a engendré une perte d'efforts et d'argent pour le Ministère et ses partenaires. Un enclos visant la protection des mères et des faons a notamment été installé en forêt, dans le cadre de la mise en œuvre du PRDIRT. En mars 2014, le gouvernement du Québec annonçait toutefois des mesures visant la protection des mères et de leurs faons grâce à une opération de capture et de garde en captivité des caribous forestiers dans le secteur de Val-d'Or, le tout grâce à une contribution financière au projet de Mines Agnico Eagle, de Mines Richmont et de la Fondation de la faune du Québec.

### Espèces en situation précaire

Une recherche visant à dresser la liste des espèces en situation précaire et faisant le lien avec leurs habitats potentiels sur le territoire de la région a été effectuée et un rapport est en préparation. Cet outil permettra de recueillir de nouvelles occurrences d'espèces aperçues sur le territoire. Un projet de promotion est en élaboration par la direction régionale du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) pour donner suite à ce rapport.

### Stations de lavage de bateaux

Un rapport a été réalisé à propos des diverses menaces d'espèces envahissantes pour les plans d'eau de la région. Elle permet aussi de constater que plusieurs solutions sont envisageables, outre l'implantation de stations de lavage de bateaux.

Maintenir et améliorer les habitats fauniques par des actions de conservation, d'aménagement et de sensibilisation.

Favoriser la mise en valeur des ressources fauniques et des activités en découlant.

Favoriser le dialogue entre les communautés algonquines et allochtones concernant l'utilisation commune du territoire et des ressources fauniques.

Contribuer à la reconnaissance de l'industrie minière comme secteur stratégique de développement économique pour l'Abitibi-Témiscamingue, le Nord-du-Québec et le Québec.

Contribuer à la reconnaissance du créneau techno-mines souterraines comme phare du développement minier en Abitibi-Témiscamingue et au Québec.

Contribuer au maintien et au développement de la capacité d'innovation minière de l'Abitibi-Témiscamingue.

Favoriser et soutenir les activités d'exploration afin de trouver de nouveaux gisements à exploiter sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

Appuyer les initiatives permettant à l'industrie minière de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec de disposer de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire à son développement.

## Les ressources minières

### Table régionale sur les ressources minérales

Le fonctionnement de la Table régionale sur les ressources minérales a été modifié en cours d'année et sa composition a été révisée. Dorénavant, cette table ne regroupe que des experts du secteur minier et elle sert de lieu d'échange et de concertation entre les intervenants associés aux ressources minérales pour mieux conseiller la Conférence régionale concernant les enjeux miniers de la région.

### Information, cadre réglementaire et droits d'usage

Sur recommandation de la CRRNT, la Conférence régionale a commandé une analyse des besoins en matière d'information sur les activités minières, leur cadre réglementaire et les droits d'usage du territoire. Le [rapport](#) de cette analyse est désormais disponible ([www.conferenceregionale](http://www.conferenceregionale), onglet Les publications). L'un des grands constats qui émerge de cette analyse est que les citoyens veulent être mieux renseignés. Les compagnies minières et d'exploration, quant à elles, sont préoccupées par les contraintes liées au territoire et la connaissance des parties prenantes.

### Fonds minier régional

L'étude sur des modèles de fonctionnement d'un fonds minier régional est complétée. La CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue s'est associée à celle de la Côte-Nord ainsi qu'à l'Administration régionale Baie-James pour revendiquer auprès du gouvernement la mise en place de fonds régionaux à partir des redevances minières. Une stratégie de représentation politique est en élaboration. Ces demandes ont trouvé peu d'écho puisque le gouvernement souhaite destiner les revenus miniers au Fonds des générations (réduction de la dette).

### CANMET

La Conférence régionale a participé à l'élaboration d'un plan d'affaires pour la prise en charge des installations CANMET. Celui-ci a été complété en cours d'année, mais l'industrie et le gouvernement fédéral n'ont pas répondu à l'invitation de la Corporation de développement économique de Val-d'Or d'investir dans le projet.

### Laboratoire International en Géophysique Minière

La Conférence régionale a contribué au démarrage du Laboratoire International en Géophysique Minière (LIGM), un organisme à but non lucratif qui travaillera à générer un portfolio de projets de recherche basés sur les besoins de l'industrie.

## Révision de la loi sur les mines

La Conférence régionale a déposé un avis au gouvernement du Québec dans le cadre de la révision de la Loi sur les mines. Le contenu du document était basé sur les positions développées avec les partenaires au cours des dernières années. Globalement, le projet de loi a été bien reçu et le mémoire insistait sur l'importance d'une adoption rapide de la loi afin de calmer les appréhensions et les inquiétudes. M. Arnaud Warolin a été délégué pour présenter le mémoire de la Conférence régionale. Il était accompagné par MM. Luc Bélisle et Patrick Charron lors des audiences publiques qui ont eu lieu en août 2013.

En novembre 2013, un communiqué conjoint avec la Côte-Nord et le Nord-du-Québec dénonçait l'abandon du projet de loi. En décembre 2013, le gouvernement du Québec s'est finalement doté d'une nouvelle Loi sur les mines. Après plusieurs années d'attente et de représentations auprès des différents partis politiques, la Conférence régionale se réjouit de cette modernisation. Comparativement à l'ancienne loi, il s'agit d'un gain significatif pour un développement plus harmonieux qui considère davantage les communautés qui reçoivent les projets miniers.

## Créneau ACCORD techno-mines souterraines

Le groupe MISA (Mines, Innovation, Solutions, Applications) est responsable de la mise en œuvre du créneau d'excellence ACCORD techno-mines souterraines et il contribue au développement dans la région d'un pôle d'expertise et de compétitivité reconnu et rayonnant à travers le monde. Considérant l'importance de la filière minière et le fait que la mission du groupe MISA correspond à des enjeux stratégiques de développement régional, les membres du conseil d'administration de la Conférence régionale ont pris la décision de renouveler son engagement auprès de celui-ci. La Conférence régionale a accordé un soutien financier au fonctionnement du groupe MISA pour un montant de 138 000 \$ sur trois ans.



# UNE RÉGION AUTONOME, MAÎTRESSE DE SON DESTIN ET DE SON DÉVELOPPEMENT

Permettre aux directions régionales des ministères de l'Abitibi-Témiscamingue de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre, d'une plus grande autonomie dans les interventions et la dispense des services sur les territoires.

## La régionalisation des services gouvernementaux

### Entente de gestion avec le MAMROT

La nouvelle entente de gestion a été signée avec le MAMROT. Cette entente détermine les rôles et responsabilités de l'organisation pour les cinq prochaines années.

### Occupation et vitalité du territoire

À la suite du dépôt du *Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires pour la période 2013-2016*, chaque ministère devait déposer son plan d'action. Le MAMROT a été le premier à se compromettre. Trois actions intéressantes ont été présentées, dont une touchant l'accaparement des terres. À ce sujet, nous avons participé à une journée de réflexion et d'échanges sur la thématique de la propriété et de l'accaparement des terres. Ce forum régional s'inscrivait dans le cadre du 20<sup>e</sup> anniversaire de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'UQAT.

### Charte des valeurs

Le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne, M. Bernard Drainville, était de passage à Rouyn-Noranda en octobre 2013. Il a tenu une rencontre d'information et d'échanges avec plusieurs groupes concernés par le projet de Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodements. La Conférence régionale a été invitée, tout comme diverses autres organisations, à participer à cette rencontre.

## Les communications

Voici quelques statistiques relatives à la consultation de certaines de nos publications. Au-delà de 1 500 clics ont été compilés pour les bulletins qui sont en ligne sur notre site Web. La diffusion des communiqués de presse a entraîné plus de 4 700 clics ainsi que près de 120 entrevues accordées à différents médias. Pour leur part, les procès-verbaux des rencontres des membres du conseil d'administration ont fait l'objet de près de 850 clics. La fréquentation de notre site Web a quant à elle suscité plus de 15 000 visites en 2013-2014. Les mois d'avril et de septembre sont ceux qui ont enregistré le plus grand nombre de visites alors que les mois de juillet et de décembre sont ceux qui en ont le moins.

La Conférence régionale est désormais présente sur [Facebook](#) (Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue). Aimez notre page et suivez-y nos publications. Vous êtes déjà plus de 200 à l'avoir fait, et la croissance se poursuit, lentement, mais sûrement.

Cette année, une douzaine de bulletins mensuels ont été produits. Un effort particulier a été fait afin de réduire l'impression sur papier, au profit d'envois par courriel, si bien que près de 1 200 personnes et organisations reçoivent désormais le bulletin par courrier électronique alors qu'une centaine d'autres le consultent toujours en version papier. Afin de mettre des visages sur des noms, nous avons décidé de présenter, à chaque parution et en alternance, les membres de l'équipe et du conseil d'administration. Nous avons aussi fait place à l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, qui rend disponible les données révélatrices de notre région. Les dossiers d'importance du mois sont mis en valeur et nous présentons également les préoccupations du FJAT, du comité Action réussite, de VAT et des autres comités de travail qui sont rattachés à la Conférence régionale.



## La passion du développement

### Planification stratégique

Au cours de la dernière année, la démarche de planification stratégique de développement régional 2014-2019 a suivi son cours. L'équipe a réalisé un grand nombre d'activités de consultation afin de doter l'Abitibi-Témiscamingue d'un prochain *Plan quinquennal de développement (PQD)* représentatif de nos réalités et portant une vision rassembleuse de notre devenir.



Lors de la deuxième étape, qui portait sur le diagnostic, plus de 1000 personnes ont participé à l'une ou l'autre des activités de consultation menées, que ce soit lors de rencontres individuelles, de groupes ou territoriales ainsi qu'au moyen d'un sondage Web. La richesse du contenu amassé a permis d'élaborer un diagnostic stratégique ([www.conferenceregionale.ca](http://www.conferenceregionale.ca), onglet Les publications) qui intègre une analyse de l'environnement régional et extrarégional dans lequel s'inscrit le développement de l'Abitibi-Témiscamingue. De ce dernier, un certain nombre d'enjeux stratégiques ont été dégagés et présentés lors d'une importante activité de concertation qui s'est déroulée à Rouyn-Noranda en septembre 2013. Au-delà de 200 personnes y ont exprimé leur point de vue, ont bonifié le diagnostic et ont amorcé les discussions autour des critères devant préparer la troisième étape, celle des choix stratégiques.

L'étape des choix stratégiques était une première pour l'Abitibi-Témiscamingue. Elle visait à convenir des choix qui serviront de guide pour le développement de la région d'ici 2019. La quinzaine de priorités régionales ciblées a été traduite par quatre grands enjeux : compétences, attractivité, équilibre et identité. Grâce à une démarche participative, quatre groupes de travail ont eu pour mission de dégager les idées fortes permettant de structurer les enjeux ainsi que les orientations.

Trois versions du tableau synoptique, qui traduisait les enjeux, les orientations stratégiques, les axes ainsi que les objectifs, ont été tour à tour présentées et bonifiées lors d'une vingtaine de rendez-vous territoriaux et régionaux. Du processus consultatif a émergé un tableau comportant 4 enjeux, 7 orientations, 15 axes et 30 objectifs. Les conditions gagnantes pour mobiliser les organisations dans la mise en œuvre du plan ont été discutées tout au long de la démarche. L'activité de clôture de la troisième étape s'est déroulée à Rouyn-Noranda le 18 mars 2014. Elle réunissait plus de 75 personnes. Toujours à partir du tableau synoptique, ces dernières ont été invitées à inscrire leur organisation comme partenaire privilégié du prochain plan quinquennal de développement.

### Réseau des CRÉ du Québec

L'absence d'une association ou d'une fédération provinciale se faisant sentir, le Réseau des CRÉ du Québec a été mis en place en printemps 2013. Celui-ci permet des positionnements communs sur des enjeux majeurs et communs et de les porter à l'attention du gouvernement. On peut penser notamment aux collaborations sur les dossiers suivants : la Loi sur l'économie sociale, le Rendez-vous national de la forêt québécoise, les compressions au FDR et les relations avec le MAMROT.

### Assemblée publique

La Conférence régionale a tenu son Assemblée publique annuelle à La Sarre le 13 juin 2013.

Assurer et favoriser le développement d'une relève responsable et dynamique travaillant au leadership et au développement de l'Abitibi-Témiscamingue.

Valoriser l'implication bénévole, soutenir la relève et assurer la formation.



## Le Fonds de développement régional

Le Fonds de développement régional (FDR) permet d'agir sur des enjeux majeurs de la région. C'est aussi un levier permettant à des projets de voir le jour dans différentes sphères d'activité. Le FDR permet également la conclusion d'ententes. Grâce à sa souplesse, il permet des interventions basées sur les besoins du milieu.

Les importantes compressions annoncées par le gouvernement du Québec pour l'année 2013-2014 ont entraîné des répercussions majeures pour divers projets et ententes. Notre capacité d'action ayant été réduite, il nous a été difficile de soutenir de nouveaux partenariats et de nouveaux projets. À titre informatif, une quinzaine de demandes de commandites ont dû être refusées cette année, faute de fonds. Malgré les compressions, nos investissements pour 2013-2014 ont été maintenus au regard des ententes nous liant à nos partenaires.

Par l'entremise du Réseau des CRÉ du Québec, nous avons demandé le rétablissement du FDR à son niveau de 2012-2013. Par ailleurs, plusieurs ententes arrivant à échéance au 31 mars 2014, nous avons dû nous repositionner. Ainsi, certaines ententes ont été modifiées alors que d'autres n'ont pas été reconduites. Les partenaires et bénéficiaires ont été rencontrés. Le tout fait suite aux travaux d'un comité ayant été mis sur pied pour faire des recommandations à la Conférence régionale. Ce dernier a proposé des orientations et des critères permettant de faire des recommandations éclairées aux membres du conseil d'administration quant aux compressions budgétaires à effectuer.

### PROJETS

GIRAT - GESTION DE L'INFOROUTE	35 000 \$
UQAT - UNIVERSITÉ ENTREPRENEURIALE	20 000 \$
CORPORATION DU CENTENAIRE D'AMOS	7 000 \$
CÉGEP A-T	15 000 \$
SECONDAIRE EN SPECTACLE	10 000 \$
SDT - FOCUS STRATÉGIE TÉMISCAMINGUE	10 000 \$
CRRNT - LOBBYING FONDS MINIER	9 690 \$
TRANSPORT COLLECTIF - FORUM	20 000 \$
SDT - SALON AGROALIMENTAIRE	900 \$
<b>TOTAL</b>	<b>127 590 \$</b>

### ENTENTES

48 <sup>E</sup> NORD INTERNATIONAL	60 000 \$
AGRICULTURE NORDIQUE/ACCORD-BŒUF	20 000 \$
TOURISME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	75 000 \$
CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC	90 000 \$
ÉCONOMIE SOCIALE	40 000 \$
ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES	22 000 \$
FJAT – PARTICIPATION CITOYENNE	120 000 \$
FONDS DE DIVERSIFICATION DU TÉMISCAMINGUE	75 000 \$
JEUNES EN MILIEU RURAL (JMR)	5 000 \$
ENVIRONNEMENT	10 000 \$
MINES, INNOVATIONS, SOLUTIONS ET APPLICATIONS (MISA )	200 000 \$
OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	225 000 \$
RÉUSSITE ÉDUCATIVE	150 000 \$
ABITIBIWinni	13 500 \$
SCISA, CRÉNEAU ACCORD	20 000 \$
SAENCAT	75 000 \$
COMAXAT	90 000 \$
CULTURE ENTREPRENEURIALE	110 000 \$
AÎNÉS	40 000 \$
VALORISATION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	260 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 700 500 \$</b>

# États consolidés des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2014

## REVENUS

SUBVENTION - FONCTIONNEMENT	1 200 000 \$
ENTENTES SPÉCIFIQUES ET PROJETS	624 004 \$
OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	108 167 \$
INTÉRÊTS	15 341 \$
REMBOURSEMENT DE FRAIS ET AUTRES	7 031 \$
MANDATS SPÉCIAUX	6 834 694 \$
<b>TOTAL</b>	<b>8 789 237 \$</b>

## DÉPENSES

<b>SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX DES PERMANENTS</b>	<b>681 612 \$</b>
---	-------------------

<b>INSTANCES POLITIQUES</b>	<b>37 166 \$</b>
-----------------------------	------------------

### ADMINISTRATION GÉNÉRALE

LOCAUX ET FRAIS RATTACHÉS AUX LOCAUX	237 666 \$
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	48 650 \$
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	48 915 \$
FRAIS DES PERMANENTS	45 633 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	63 768 \$
COMMUNICATIONS ET PUBLICITÉ	59 023 \$
COMMANDITES	7 300 \$
BIENS NON DURABLES	8 647 \$
FRAIS DE FINANCEMENT	2 784 \$
DÉFICIT DES GROUPES	34 255 \$
REMBOURSEMENT DES CHARGES - MANDATS SPÉCIAUX	- 211 668 \$

<b>TOTAL</b>	<b>344 973 \$</b>
--------------	-------------------

### MANDATS SPÉCIAUX

FRIJ	273 520 \$
FJAT - FONCTIONNEMENT	246 127 \$
AJS - ENGAGEMENT	189 745 \$
COMAXAT	9 194 \$
CRRNT	814 498 \$
AGROALIMENTAIRE	84 113 \$
VAT	368 096 \$
CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES	25 833 \$
ENTENTE AÎNÉS - PROJETS	100 074 \$
ÉCONOMIE SOCIALE	82 500 \$
ENTENTE SUR LE TRANSPORT	99 791 \$
IMMIGRATION	25 926 \$
CULTURE ENTEPRENEURIALE	47 060 \$
ENGAGEMENT JEUNESSE	98 392 \$
ENTENTE ENVIRONNEMENTALE	59 761 \$
TOURISME	9 041 \$
PDRF	1 913 368 \$
OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	108 167 \$
ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES	121 117 \$
RÉUSSITE ÉDUCATIVE	852 631 \$
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES	1 147 895 \$
LOGEMENTS SOCIAUX	59 618 \$
JEUNES EN MILIEU RURAL	2 579 \$
TOURNÉE RÉGIONALE SUR L'HABITATION	5 945 \$
PLAN STRATÉGIQUE 2013-2018	83 955 \$
ENTENTES ET AUTRES ACTIVITÉS	732 171 \$
PROJETS - AUTRES ACTIVITÉS	42 529 \$

<b>TOTAL</b>	<b>7 603 646 \$</b>
--------------	---------------------

<b>GRAND TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>8 667 397 \$</b>
---------------------------------	---------------------

<b>REVENUS MOINS DÉPENSES</b>	<b>121 840 \$</b>
-------------------------------	-------------------

cr@conferenceregionale.ca  
www.conferenceregionale.ca



**Bureau de Rouyn-Noranda**

170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7  
819 762-0774  
866 762-0774

**Bureau d'Amos**

22, rue Principale Nord, bureau 200  
Amos (Québec) J9T 2K6  
819 732-1777

**Bureau de Val-d'Or**

650, avenue Centrale  
Val-d'Or (Québec) J9P 1P8  
819 824-2733